

MONTE•CARLO
SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER

**SOCIÉTÉ ANONYME DES BAINS DE MER
ET DU CERCLE DES ÉTRANGERS À MONACO
(S.B.M.)**

Société anonyme monégasque au capital de 24 516 661 euros
Siège social : Monte-Carlo - Place du Casino, Principauté de Monaco
R.C.S. Monaco 56 S 523
Siren : 775 751 878

Rapport financier semestriel
Comptes consolidés au 30 septembre 2023

www.montecarlosbm.com

ISIN : MC0000031187

SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés du Groupe S.B.M.	7
Rapport de l'Auditeur Contractuel et des Commissaires aux Comptes	45
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	47

SOCIETE DES BAINS DE MER ET DU CERCLE DES ETRANGERS A MONACO

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2023

- Un chiffre d'affaires en croissance de 3 % à 445,6 millions d'euros porté par une forte activité estivale dans le Resort, des prix moyens en hausse et un taux d'occupation du parc locatif proche de 100 %.
- Un résultat d'exploitation qui s'établit en profit à 89,1 millions d'euros et un résultat net largement positif à 111,5 millions d'euros qui traduisent la solidité du modèle financier du Groupe S.B.M.
- L'acquisition du « Palace des Neiges » à Courchevel 1850 a été finalisée le 3 octobre 2023, post clôture des comptes semestriels.

ACTIVITE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2023/2024 ET FAITS MARQUANTS

La Société des Bains de Mer et ses filiales ont réalisé au cours du premier semestre un chiffre d'affaires en augmentation par rapport à celui de la même période de l'exercice social passé. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe S.B.M. s'établit en effet à 445,6 millions d'euros contre 432,3 millions d'euros précédemment, soit une augmentation de 13,2 millions d'euros.

Secteur hôtelier

Le chiffre d'affaires des six premiers mois s'établit à 249,4 millions d'euros contre 235,4 millions d'euros au premier semestre 2022/2023, soit une augmentation de 6 %.

L'augmentation du chiffre d'affaires de 14 millions d'euros constatée pour l'ensemble du secteur hôtelier sur le semestre, se décompose comme suit :

Chiffre d'affaires hôtelier (en millions d'euros)		1er semestre 2022/2023	1er semestre 2023/2024	% évol.
51 %	Hébergement	117,1	126,6	8 %
39 %	Restauration	92,5	97,2	5 %
10 %	Autres	25,9	25,6	(1) %
100 %	TOTAL SECTEUR HOTELIER	235,4	249,4	6 %

Cette bonne performance est portée par un taux d'occupation et des prix moyens en progression sur la saison estivale.

Secteur jeux

Les recettes du secteur jeux s'élèvent à 127,8 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice 2023/2024 contre 131,3 millions d'euros l'exercice précédent, soit une diminution de 3,6 millions d'euros, en relation avec une sélectivité accrue des joueurs en lien avec des règles de Compliance renforcées et un aléa défavorable sur les jeux de table, principalement sur le premier trimestre de l'exercice.

Le tableau ci-après présente l'évolution des recettes du secteur jeux par segment d'activité, étant précisé que le segment activités annexes est principalement constitué des droits d'entrée au Casino de Monte-Carlo et des recettes de restauration et bar enregistrées au sein des établissements de jeux.

Chiffre d'affaires jeux (en millions d'euros)		1^{er} semestre 2022/2023	1^{er} semestre 2023/2024	% évol.
44 %	Jeux de table	64,4	55,8	(13) %
47 %	Appareils automatiques	57,6	60,5	5 %
9 %	Activités annexes	9,3	11,4	23 %
100 %	TOTAL SECTEUR JEUX	131,3	127,8	(3) %

Secteur locatif

Le secteur locatif, qui regroupe les activités de location de boutiques et de bureaux ainsi que les activités des résidences hôtelières du Sporting, du Balmoral, des Villas du Sporting et du One Monte-Carlo, affiche un chiffre d'affaires de 64,9 millions d'euros contre 62,8 millions d'euros l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires locatif (en millions d'euros)		1^{er} semestre 2022/2023	1^{er} semestre 2023/2024	% évol.
59 %	Locatif commercial	37,3	38,4	3 %
41 %	Locatif résidentiel	25,5	26,5	4 %
100 %	TOTAL SECTEUR LOCATIF	62,8	64,9	3 %

L'augmentation de 2,1 millions d'euros est portée par un taux d'occupation proche de 100 % et l'impact positif de l'indexation des loyers.

COMPTES SEMESTRIELS

Données consolidées (en millions d'euros)	1^{er} semestre 2022/2023	1^{er} semestre 2023/2024
Chiffre d'affaires	432,3	445,6
Résultat opérationnel	91,9	89,1
Résultat financier	(2,3)	22,4
Participation dans Betclic Everest Group	829,2	
Résultat net – part du Groupe	918,8	111,5

Le **chiffre d'affaires** consolidé du premier semestre de l'exercice 2023/2024 s'élève à 445,6 millions d'euros, en hausse de 13,2 millions d'euros par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le **résultat opérationnel** consolidé s'établit en profit de 89,1 millions d'euros contre un résultat opérationnel de 91,9 millions d'euros pour l'exercice précédent. Malgré une augmentation des résultats de tous les secteurs opérationnels, le résultat opérationnel consolidé du Groupe S.B.M. est en légère diminution de 2,8 millions d'euros. Cette diminution du résultat opérationnel s'explique par des reprises de provisions significatives intervenues sur le premier semestre de l'exercice 2022/2023 et une augmentation des charges de structure, en lien avec la volonté du Groupe S.B.M. d'investir dans le renforcement des équipes de management.

Le **résultat financier** est positif de 22,4 millions d'euros contre un résultat financier négatif de - 2,3 millions d'euros pour les six premiers mois de l'exercice 2022/2023. Cette variation s'explique principalement par les produits liés aux actifs financiers détenus, incluant les dividendes reçus de la participation dans FL Entertainment pour un montant de 15,3 millions d'euros, les produits de nos activités de placement (actifs financiers et trésorerie) et la diminution de la charge de notre endettement financier brut.

En effet, il est rappelé que le Groupe S.B.M. a transféré le 30 juin 2022, par voie de cession et d'apport, l'intégralité de la participation de 47,30 % qu'elle détenait dans la société Betclic Everest Group à la société de droit néerlandais FL Entertainment. L'opération, qui valorisait la quote-part du capital de BEG détenue par SBM International à 850 millions d'euros, a été dénouée pour moitié en numéraire, et pour l'autre moitié par la remise d'actions de FL Entertainment, permettant à SBM International de détenir 10,39 % des droits économiques effectifs de cette société.

Le **résultat net consolidé – part du groupe** s'élève à + 111,5 millions d'euros contre + 918,8 millions d'euros pour les six premiers mois de l'exercice 2022/2023.

L'opération d'apport / cession précitée avait permis la constatation d'un profit exceptionnel de 813,5 millions d'euros dans les comptes consolidés du Groupe S.B.M. du premier semestre de l'exercice 2022/2023.

La capacité d'autofinancement des six premiers mois de l'exercice 2023/2024 s'établit à 128,8 millions d'euros contre 116,3 millions d'euros pour la même période de l'exercice passé, grâce à l'augmentation du résultat net hors produits liés à la participation dans Betclic et produits des actifs financiers détenus depuis l'opération d'apport / cession, et un impact positif des variations de provisions.

Au 30 septembre 2023, le Groupe S.B.M. est en situation de trésorerie nette d'endettement positive de 372,7 millions d'euros contre une situation de trésorerie nette d'endettement positive de 276,5 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2022/2023.

Au cours du semestre, la poursuite du programme d'investissement a représenté un décaissement de 42,6 millions d'euros, avec notamment la rénovation du Café de Paris, qui a ouvert ses portes le 14 novembre 2023.

PERSPECTIVES – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

L'activité du Groupe S.B.M. sur les six premiers mois de l'exercice 2023/2024 est donc confirmée à un niveau soutenu qui s'appuie sur le bon positionnement des offres du Resort.

Cependant les activités du Groupe S.B.M., dépendantes du contexte économique et financier, et le caractère aléatoire de l'activité, en particulier dans le secteur jeux, ne permettent pas, à ce stade, de faire de prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2023/2024.

Le Groupe S.B.M. a par ailleurs annoncé le 13 juillet 2023, dans le cadre de la stratégie de développement international engagée depuis la prise de fonction du Président-Délégué Stéphane Valeri, la signature par sa filiale Monte-Carlo SBM International S.à.r.l., d'un accord au terme duquel la société est engagée dans l'acquisition d'un établissement hôtelier dans les Alpes du Nord.

C'est à Courchevel 1850, au cœur du quartier dit du Jardin Alpin, parmi les principaux acteurs de l'hôtellerie de luxe, que cette stratégie trouve son premier accomplissement avec cet engagement dans l'acquisition du « Palace des Neiges », en vue d'une importante rénovation, pour y faire vivre prochainement tout le savoir-faire et toute l'expertise du Groupe S.B.M. en la matière.

Pour identifier le bien et accompagner de manière optimale cette démarche d'acquisition spécifique en montagne, le Groupe S.B.M. s'est rapproché du groupe Vallat, avec une volonté partagée de porter un projet hôtelier d'excellence. Ce partenaire réputé bénéficie en effet d'une connaissance très avancée du marché de l'immobilier, dans les Alpes du Nord, et notamment dans la vallée de Courchevel, où la famille de Monsieur Joffray Vallat, président du groupe éponyme, est installée depuis des décennies.

A la date de clôture au 30 septembre le projet d'acquisition, soumis aux conditions généralement applicables, était en cours.

L'acquisition a été réalisée le 3 octobre 2023.

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les informations descriptives des principales transactions entre parties liées sont présentées en note 32 des notes annexes aux comptes consolidés.

Comptes consolidés du Groupe S.B.M.

Bilan consolidé au 30 septembre 2023

Compte de résultat consolidé

Etat du résultat global

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Variation des capitaux propres

Notes annexes aux comptes consolidés

Bilan consolidé au 30 septembre 2023

en milliers d'euros

ACTIF		31 mars 2023	30 septembre 2023
Goodwill	Note 4	32	32
Immobilisations incorporelles	Note 4	9 825	10 164
Immobilisations corporelles	Note 5	1 018 839	1 029 434
Droits d'utilisation	Note 6	2 997	6 482
Participations mises en équivalence			
Autres actifs financiers		597 216	539 010
Actifs financiers non courants	Note 7	597 216	539 010
TOTAL ACTIF NON COURANT		1 628 910	1 585 122
Stocks	Note 8	16 873	16 296
Clients	Note 9	15 705	42 404
Autres débiteurs	Note 10	24 928	34 556
Autres actifs financiers	Note 11	110 359	59 681
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 12	258 897	408 876
TOTAL ACTIF COURANT		426 762	561 812
TOTAL DE L'ACTIF		2 055 671	2 146 933

en milliers d'euros

PASSIF		31 mars 2023	30 septembre 2023
Capital		24 517	24 517
Primes d'émission		214 650	214 650
Réserves		374 533	1 213 189
Résultat de l'exercice		896 215	111 514
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		1 509 915	1 563 871
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES		1 509 915	1 563 871
Emprunts et passifs financiers	Note 13	17 365	14 067
Dettes de location	Note 13	1 323	3 914
Avantages du personnel	Note 14	33 872	33 393
Provisions	Note 15	3 476	3 227
Autres passifs	Note 16	139 792	149 304
TOTAL PASSIF NON COURANT		195 827	203 904
Fournisseurs	Note 17	32 632	46 402
Passifs sur contrats	Note 18	37 947	25 598
Autres créditeurs	Note 19	192 434	249 876
Provisions	Note 15	4 037	4 323
Dettes de location	Note 13	1 906	2 771
Passifs financiers	Note 13	80 973	50 189
TOTAL PASSIF COURANT		349 929	379 159
TOTAL DU PASSIF		2 055 671	2 146 933

Compte de résultat consolidé

en milliers d'euros

		1er Semestre 2022/2023	Exercice 2022/2023	1er Semestre 2023/2024
Produits des activités ordinaires	Note 20	432 346	666 987	445 566
Achats consommés		-38 217	-63 101	-40 904
Autres charges externes		-80 513	-135 807	-87 314
Impôts, taxes et versements assimilés		-19 176	-31 893	-18 879
Charges de personnel	Note 21	-156 828	-292 788	-168 662
Amortissements	Notes 4, 5 & 6	-36 396	-73 116	-36 933
Autres produits et charges opérationnels	Note 22	-9 299	1 894	-3 801
Résultat opérationnel	Note 23	91 917	72 175	89 073
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		6	1 766	4 031
Coût de l'endettement financier brut		-2 566	-4 956	-1 033
Coût de l'endettement financier net	Note 24	-2 560	-3 190	2 998
Autres produits et charges financiers	Note 24	305	-1 947	19 443
Autres produits et charges en lien avec les sociétés mises en équivalence (incluant la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence)	Note 7	829 177	829 177	
Charges d'impôt	Note 25			
RESULTAT NET CONSOLIDE		918 839	896 215	111 514
Part des intérêts minoritaires				
RESULTAT NET CONSOLIDE PART DU GROUPE		918 839	896 215	111 514
Nombre moyen pondéré d'actions		24 516 661	24 516 661	24 516 661
Résultat net par action (en euros)		37,48	36,56	4,55
Résultat net dilué par action (en euros)		37,48	36,56	4,55

Etat du résultat global

Résultat net consolidé		918 839	896 215	111 514
<i>Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat:</i>				
- Variation des écarts actuariels sur engagements sociaux (IAS 19 révisée)	Note 14	5 109	4 498	346
- Résultat global des sociétés mises en équivalence	Note 7			
- Réévaluation d'actifs financiers	Note 7	23 375	-21 250	-27 625
<i>Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat:</i>				
- Pertes et profits relatifs à la réévaluation d'instruments financiers	Note 27	941	394	-485
- Résultat global des sociétés mises en équivalence	Note 7	638	638	
RESULTAT GLOBAL TOTAL		948 902	880 496	83 750
dont résultat global part du groupe		948 902	880 496	83 750
dont résultat global part des minoritaires				

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

en milliers d'euros

	Exercice 2022/2023	1er Semestre 2023/2024
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net consolidé - part du Groupe	896 215	111 514
Part des intérêts minoritaires		
Amortissements	73 116	36 933
Autres produits et charges en lien avec les sociétés mises en équivalence	-829 177	
Produits des autres actifs financiers		-17 791
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	-150	-75
Variation des provisions	-11 445	-97
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	2 920	-1 817
Autres charges et produits calculés	-7	7
Plus et moins-values de cession	99	159
Capacité d'autofinancement	131 571	128 833
Coût de l'endettement financier net (hors variation de juste valeur) et charge d'impôt	4 028	-2 376
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	135 599	126 457
Impôt versé		
Diminution/(Augmentation) du BFR liée à l'activité	28 589	-957
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	164 188	125 500
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-95 566	-42 614
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations	425 221	48
Incidences des variations de périmètre		
Variation des prêts et avances consentis	-37 496	-7 014
Variation des placements et autres actifs financiers	-268 539	91 985
Dividendes reçus de participations non consolidées		15 300
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	23 619	57 705
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés	-25 544	
Apports des minoritaires et variations de périmètre		
Augmentation de capital		
Variation des financements stables (dont ligne de crédit)	-106 001	-33 702
Remboursement des dettes locatives	-3 822	-1 623
Intérêts financiers nets reçus (versés)	-2 092	1 995
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-137 459	-33 329
VARIATION DE TRESORERIE	50 348	149 876
Trésorerie à l'ouverture	208 344	258 897
Retraitement de juste valeur sur trésorerie	205	103
Trésorerie à la clôture	258 897	408 876
Trésorerie et équivalents de trésorerie - Actif	258 897	408 876
Banques - Passif		

Variation des capitaux propres

en milliers d'euros

	Capital	Primes	Eléments constatés directement en capitaux propres	Réserves et résultats accumulés	Capitaux Propres Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux Propres
1er avril 2022	24 517	214 650	2 760	411 148	653 073		653 073
Résultat de l'exercice				896 215	896 215		896 215
Autres éléments du résultat global			-15 720		-15 720		-15 720
Résultat global total			-15 720	896 215	880 496		880 496
Dividende distribué				-25 544	-25 544		-25 544
Augmentation de capital							
Autres variations			-28		-28		-28
Autres variations des sociétés mises en équivalence			1 920		1 920		1 920
31 mars 2022	24 517	214 650	-11 068	1 281 819	1 509 916		1 509 916
Résultat de l'exercice				111 514	111 514		111 514
Autres éléments du résultat global			-27 764		-27 764		-27 764
Résultat global total			-27 764	111 514	83 750		83 750
Dividende distribué				-29 795	-29 795		-29 795
Augmentation de capital							
Autres variations							
Autres variations des sociétés mises en équivalence							
30 septembre 2023	24 517	214 650	-38 832	1 363 538	1 563 871		1 563 871

Notes annexes aux comptes consolidés

NOTE 1 INFORMATIONS GENERALES

La Société Anonyme des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco est une société anonyme de droit monégasque, ayant son siège social Place du Casino à Monte-Carlo (Principauté de Monaco).

Constituée le 1^{er} avril 1863, la Société a pour principal objet l'exploitation du privilège des jeux qui lui a été consenti par l'Ordonnance du 2 avril 1863. Concéder à l'origine pour une période de cinquante années, ce Privilège a été reconduit à plusieurs reprises et sans interruption, la reconduction actuellement en cours venant à échéance le 1^{er} avril 2027, date à laquelle la Société prendrait fin, sauf en cas d'une nouvelle prorogation.

Le capital social n'a pas évolué au cours du semestre. Le capital social au 30 septembre 2023 de la Société des Bains de Mer et du Cercle des Étrangers à Monaco est constitué de 24 516 661 actions d'une valeur nominale de 1 euro, cotées sur le marché Euronext Paris, compartiment B (code ISIN MC0000031187 – BAIN). L'État Monégasque détient 64,21 % du capital au 30 septembre 2023, participation identique à celle au 31 mars 2023.

Le groupe LVMH (Moët Hennessy – Louis Vuitton) via sa filiale Ufipar SAS détenue à 100 % et le groupe G.E.G. (Galaxy Entertainment Group, Macao) détiennent respectivement 5,004 % et 4,997 % du capital au 30 septembre 2023.

La Société a été informée le 26 avril 2023 que la SCI Esperanza a cédé hors marché, le 21 avril 2023, la totalité de ses actions S.B.M. représentant 5,04 % du capital de la Société, à Mr. Ahron Frenkel par l'intermédiaire de la société Equity Finance & Investment Ltd. À l'issue de cette opération, Mr. Ahron Frenkel détient, directement et indirectement, 7,09 % du capital de la Société.

Droits de vote (article 30 des statuts) :

L'article 30 des statuts a été modifié par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 septembre 2014 ainsi qu'il suit :

« L'Assemblée Générale, ordinaire ou extraordinaire, se compose de tous les propriétaires d'une action dont le transfert aura été effectué à leur profit au moins dix jours avant le jour de l'Assemblée. »

Nul ne peut prendre part aux délibérations des Assemblées Générales, s'il n'est pas propriétaire, lui-même, d'une action.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre actionnaire. Les pouvoirs devront être déposés deux jours avant le jour de l'Assemblée. Chaque actionnaire assistant à l'Assemblée Générale a autant de voix qu'il possède et représente d'actions.

Les actionnaires peuvent voter par correspondance ou donner pouvoir en exprimant leur vote ou en adressant leur pouvoir par tous moyens notamment en transmettant des formulaires de procuration et de vote par correspondance par télétransmission ou par voie électronique avant l'Assemblée.

La date ultime du retour des bulletins de vote par correspondance et des pouvoirs est fixée par le Conseil et communiquée dans l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires. »

Les comptes semestriels présentés au titre de l'exercice 2023/2024 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la Société, à l'occasion de sa réunion des 27 et 28 novembre 2023.

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de la Société des Bains de Mer (la « **Société** ») et de ses filiales (« **le Groupe S.B.M.** ») ont été établis conformément aux règles et principes comptables internationaux IFRS (International Financial Reporting Standards) tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les nouvelles normes dont l'application est obligatoire au 1^{er} avril 2023 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes.

Par ailleurs, le Groupe S.B.M. n'a pas appliqué de normes par anticipation au 30 septembre 2023 et les normes et les incidences des normes non encore adoptées par l'Union Européenne qui pourraient concerner le Groupe S.B.M. sont actuellement en cours d'analyse.

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, et de certains actifs financiers qui sont évalués à leur juste valeur.

Il n'a pas été pratiqué de changement de méthode comptable au cours de l'exercice écoulé.

2.3 Méthode de consolidation

2.3.1 PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

Les états financiers des sociétés dans lesquelles la Société exerce un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Suite au transfert le 30 juin 2022, par voie de cession et d'apport, de l'intégralité de la participation de 47,30 % détenue dans la société Betclac Everest Group (« BEG ») à la société de droit néerlandais FL Entertainment N.V. (« FL Entertainment »), le Groupe S.B.M. a cessé à cette même date de consolider par mise en équivalence Betclac Everest Group (voir note et 7).

Suite à l'apport/cession de BEG, le Groupe S.B.M. détient 4,95 % des droits de vote et 10,39 % des droits économiques de FL Entertainment. Bien que le Groupe S.B.M. ait la possibilité de désigner un membre au Conseil d'Administration de FL Entertainment, ayant la qualité d'administrateur indépendant au sens de la réglementation néerlandaise, et cela tant qu'il détient au moins 8 % des intérêts économiques de FL Entertainment, le Groupe S.B.M. considère qu'il n'exerce pas d'influence notable. Les titres de FL Entertainment sont donc comptabilisés dans les comptes du Groupe S.B.M. comme des titres non consolidés (voir note 7 – « Participations mises en équivalence/actifs financiers non courants »).

Les participations répondant au critère de contrôle exclusif, mais dont la consolidation n'aurait pas d'incidence significative, ne sont pas consolidées. Tel est le cas des sociétés filiales Société des Bains de Mer USA Incorporated et Monte-Carlo S.B.M. Singapore Pte. Ltd. qui interviennent comme simples bureaux de représentation aux États-Unis et à Singapour.

2.3.2 SOCIETES CONSOLIDEES AU 30 SEPTEMBRE 2023

Nom	Siège social	% de détention *	% d'intérêt *	Méthode
Société Anonyme Monégasque des Thermes Marins Monte-Carlo (S.T.M.)	2, avenue de Monte-Carlo 98000 MONACO	98,00 %	100,00 %	Intégration globale
Société Anonyme Monégasque d'Entreprise de Spectacles (SAMÉS)	Place du Casino 98000 MONACO	99,60 %	100,00 %	Intégration globale
Société Anonyme Monégasque Générale d'Hôtellerie (SOGETEL)	38, avenue Princesse Grace 98000 MONACO	98,00 %	100,00 %	Intégration globale
MC Financial Company (MCFC)	8, rue du Gabian Boîte Postale 3 98001 MONACO CEDEX	98,00 %	100,00 %	Intégration globale
Société Civile Particulière Soleil du Midi	Place du Casino 98000 MONACO	99,98 %	100,00 %	Intégration globale
Société Civile Immobilière de l'Hermitage	Place du Casino 98000 MONACO	99,98 %	100,00 %	Intégration globale
Société à Responsabilité Limitée Café Grand Prix	1, quai Antoine-1 ^{er} 98000 MONACO	97,02 %	100,00 %	Intégration globale
Monte-Carlo SBM International S.à.r.l.	1B Heienhaff L-1736 Senningerberg, Luxembourg	100,00 %	100,00 %	Intégration globale

Société Hôtelière du Larvotto (S.H.L.)	8, rue du Gabian 98000 MONACO	98,00 %	100,00 %	Intégration globale
Rocalpin **	Avenue Princesse Grace, 06190 Roquebrune-Cap- Martin	100,00 %	100,00 %	Intégration globale

* Les minoritaires des filiales du Groupe S.B.M. qui sont des personnes physiques, n'ont pas droit aux dividendes attachés aux actions.

** Société créée dans le cadre de l'acquisition en cours, au 30 septembre 2023, d'un établissement hôtelier à Courchevel (voir note 3.1 – « Acquisition d'un établissement hôtelier à Courchevel »).

2.3.3 DATE DE CLOTURE

La date de clôture de l'ensemble des filiales est le 31 mars pour l'arrêté annuel et le 30 septembre pour l'arrêté semestriel.

2.3.4 ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux principes IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés au bilan et au compte de résultat au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des amortissements et dépréciations, de la valorisation des actifs corporels, incorporels et financiers, des avantages au personnel, des provisions et de certains instruments financiers. L'information fournie au titre des actifs et des passifs éventuels existant à la date de clôture fait également l'objet d'estimations. Les estimations utilisées par le Groupe S.B.M. sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et détaillées dans chacune des notes relatives à ces thèmes.

2.3.5 OPERATIONS INTERNES

Les comptes et opérations réciproques entre les sociétés du Groupe S.B.M. sont éliminés.

Les provisions pour dépréciation se rapportant à des participations ou à des créances détenues sur les sociétés consolidées sont annulées.

2.3.6 CONVERSION DES COMPTES EXPRIMES EN DEVISES

La monnaie de présentation des comptes est l'euro et les postes de bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

Le Groupe S.B.M. réalise la presque totalité de ses opérations en euros.

2.4 Principes comptables

Afin d'améliorer la lisibilité des états financiers, les principes comptables sont énoncés dans chacune des notes concernées.

NOTE 3 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

3.1 Acquisition d'un établissement hôtelier à Courchevel

Dans le cadre de la stratégie engagée depuis la prise de fonction du Président-Délégué Stéphane Valeri, le Groupe S.B.M. a annoncé le 13 juillet 2023 que sa filiale de droit luxembourgeois Monte-Carlo SBM International S.à.r.l., a signé un accord au terme duquel la société est engagée dans l'acquisition d'un établissement hôtelier dans les Alpes du Nord.

C'est à Courchevel 1850, au cœur du quartier dit du Jardin Alpin, parmi les principaux acteurs de l'hôtellerie de luxe, que cette stratégie trouve son premier accomplissement avec cet engagement dans l'acquisition du « Palace des Neiges », en vue d'une importante rénovation, pour y faire vivre prochainement tout le savoir-faire et toute l'expertise du Groupe S.B.M. en la matière.

Pour identifier le bien et accompagner de manière optimale cette démarche d'acquisition spécifique en montagne, le Groupe S.B.M. s'est rapproché du groupe Vallat, avec une volonté partagée de porter un projet hôtelier d'excellence.

Ce partenaire réputé bénéficie en effet d'une connaissance très avancée du marché de l'immobilier, dans les Alpes du Nord, et notamment dans la vallée de Courchevel, où la famille de Monsieur Joffray Vallat, président du groupe éponyme, est installée depuis des décennies.

A la date de clôture au 30 septembre 2023, le projet d'acquisition de 100 % des titres de participation de la société Palace des Neiges, soumis aux conditions généralement applicables, est en cours.

L'acquisition, permettant au Groupe S.B.M. de contrôler de ladite société, a été réalisée le 3 octobre 2023.

Conformément à la norme IFRS 3, le travail d'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris permettant de déterminer le goodwill sera réalisé dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition.

3.2 Financement des travaux de développement immobilier

Plusieurs opérations ont été engagées pour assurer le financement des travaux de rénovation de l'Hôtel de Paris et création du complexe immobilier One Monte-Carlo.

Financements bancaires

La Société a notamment contracté des lignes de crédits auprès d'un pool bancaire en janvier 2017. Les principales caractéristiques de ces financements sont les suivantes :

- mise à disposition de crédits d'un montant total de 230 millions d'euros réparti en deux tranches, dont les tirages à l'initiative de la Société pouvaient s'échelonner jusqu'au 31 janvier 2019 :
 - une tranche A de 86,8 millions d'euros, remboursable en six échéances semestrielles égales consécutives à compter du 30 juin 2020. L'échéance finale était fixée au sixième anniversaire de la date de signature à savoir le 31 janvier 2023 ;
 - une tranche B de 143,2 millions d'euros, remboursable en huit échéances semestrielles consécutives à compter du 30 juin 2020, l'échéance finale étant fixée au septième anniversaire de la date de signature à savoir le 31 janvier 2024. La dernière échéance restant due représente 25 % de l'encours tiré au titre de cette tranche B ;
- la tranche B est assortie d'une garantie constituée par l'octroi d'un mandat irrévocable d'hypothéquer les Villas du Sporting, dont la mise en place est intervenue le 12 octobre 2017, conformément à l'engagement pris par la Société ;
- le taux d'intérêt applicable à chaque tirage est constitué d'un taux de référence Euribor variable augmenté d'une marge au taux de 1,8 % pour la tranche B ;
- engagements financiers de type « covenants » habituels, dont le non-respect constituerait un cas de défaut au regard du contrat des crédits, avec notamment :
 - ratio de levier, contrôlé chaque semestre, devant rester en dessous de 2,5 depuis le 31 mars 2021,
 - ratio de couverture des intérêts (EBITDA/Frais financiers) devant rester supérieur ou égal à 6, contrôlé chaque semestre à compter du 31 mars 2017,
 - ratio de gearing (dette financière nette/capitaux propres) inférieur ou égal à 0,5 au 31 mars et 30 septembre de chaque exercice social au-delà du 31 mars 2020,
 - ces différents engagements de ratios étant complétés par des dispositions habituelles en matière d'investissement, de cession d'actifs, d'endettement financier, d'octroi de garanties et sûretés, d'information, etc.

Le contrat prévoyait également la mise en place de contrats de couverture dans les 60 jours calendaires suivant la fin de la période de disponibilité, portant sur un minimum de 66,67 % du montant de l'Encours des Crédits pour une durée de 3 ans minimum. Comme décrit en note 27 – « Instruments financiers et gestion des risques de marché », 4 instruments de taux avaient été signés, permettant de limiter le coût de la dette et les fluctuations provenant de la volatilité des taux

d'intérêt. Ces instruments, portant sur un montant notionnel initial total de 170 millions d'euros, étaient des swaps du taux Euribor 3 mois contre un taux fixe annuel compris entre 0,168 % et 0,19 % suivant les contrats. Ces instruments sont arrivés à échéance au 30 juin 2023.

À noter que l'apparition d'un cas de défaut peut conduire à l'exigibilité immédiate des sommes empruntées, le contrat des crédits prévoyant toutefois des possibilités de remédiation au non-respect des engagements susvisés.

Au 31 janvier 2019, la Société avait procédé aux tirages de la totalité des deux tranches A et B, pour un montant total de 230 millions d'euros. Au 30 septembre 2023, la dette relative à la tranche B de cet emprunt s'élève à 35,8 millions d'euros, correspondant à la dernière échéance prévue fin janvier 2024.

Les covenants financiers applicables au 30 septembre 2023 sont tous respectés.

Programme d'émission de titres de créances négociables à court terme (NEU CP)

Pour compléter ses moyens de financement à court terme, la Société a mis en place un programme d'émission de titres de créances négociables à court terme (NEU CP) en juillet 2019 pour un montant total maximum de 150 millions d'euros. L'État Monégasque s'est engagé à souscrire, dans la limite d'un montant cumulé en principal de 120 millions d'euros, tout ou partie des titres de créances négociables que la Société émettrait dans le cadre de ce programme et qui ne trouveraient pas preneur sur le marché pour quelque raison que ce soit.

Dans le cadre de ce programme et depuis sa mise en place, l'encours d'émission de titres a représenté jusqu'à 110 millions d'euros. Au 30 septembre 2023, la Société n'a plus de titres émis dans le cadre de ce programme qui reste néanmoins en place en cas de besoin.

3.3 Événements postérieurs à la clôture

A l'exception de la réalisation de l'acquisition d'un établissement hôtelier à Courchevel le 3 octobre 2023 (voir note 3.1 – « Acquisition d'un établissement hôtelier à Courchevel »), il n'existe aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe S.B.M. survenu depuis la fin du premier semestre de l'exercice 2023/2024.

Notes sur le bilan consolidé

NOTE 4 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

PRINCIPES COMPTABLES

Écarts d'acquisition – goodwill

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres des filiales et la quote-part de la juste valeur des actifs nets à la date de leur entrée dans le périmètre de consolidation. Dans le cas d'une différence négative, celle-ci est portée directement en résultat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur coût historique. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour les immobilisations à durée d'utilité définie :

- logiciels : amortissement sur 3 à 6 ans ;
- concessions : durée d'exploitation, complétée par une dépréciation en cas d'évolution défavorable par rapport aux perspectives initiales de rentabilité.

Il n'y a pas d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.

Le tableau de variation des goodwill et immobilisations incorporelles au 30 septembre 2023 se présente ainsi :

en milliers d'euros	Goodwill	Concessions et droits similaires	Autres	Immobilisations en cours	Total Immobilisations incorporelles
Valeurs brutes au 1er avril 2022	622	42 309	18	1 795	44 122
Acquisitions		1 048		640	1 688
Cessions / sorties d'actifs (1)		-11 194		0	-11 194
Reclassements		550		-459	92
Entrées de périmètre et autres variations					
Valeurs brutes au 31 mars 2023	622	32 713	18	1 977	34 708
Amortissements / dépréciations au 1er avril 2022	590	34 398	18		34 416
Dotations aux amortissements/dépréciations		1 660			1 660
Cessions / sorties d'actifs (1)		-11 194			-11 194
Entrées de périmètre et autres variations					
Amortissements / dépr. au 31 mars 2023	590	24 864	18		24 882
VALEURS NETTES au 31 mars 2023	32	7 849		1 977	9 825
Valeurs brutes au 1er avril 2023	622	32 713	18	1 977	34 708
Acquisitions		286		898	1 184
Cessions / sorties d'actifs					
Reclassements		981		-922	60
Entrées de périmètre et autres variations					
Valeurs brutes au 30 septembre 2023	622	33 979	18	1 953	35 951
Amortissements / dépréciations au 1er avril 2023	590	24 864	18		24 882
Dotations aux amortissements/dépréciations		905			905
Cessions / sorties d'actifs					
Entrées de périmètre et autres variations					
Amortissements / dépr. au 30 septembre 2023	590	25 769	18		25 787
VALEURS NETTES au 30 septembre 2023	32	8 211		1 953	10 164

(1) Les cessions/sorties d'actifs de l'exercice 2022/2023 correspondent principalement à la sortie de l'indemnité d'acquisition des droits aux bénéfices versée à la S.A.M. Loews Hotels Monaco pour 10 671 milliers d'euros, suite à la reprise de la gestion complète de l'établissement du Sun Casino par la Société en juillet 1995. Cette indemnité, qui était comptabilisée sous la rubrique « concessions et droits similaires », avait été amortie en totalité sur une période courant jusqu'au 31 mars 2007. Pour rappel, le Groupe S.B.M. avait annoncé sur l'exercice 2020/2021 son intention de fermer définitivement le Sun Casino, dont le bail est arrivé à échéance en juin 2022.

Le poste « immobilisations incorporelles » comprend essentiellement les logiciels et développements informatiques.

NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

PRINCIPES COMPTABLES

Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient hors les frais de la main-d'œuvre interne engagée dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre des projets de construction. Conformément à la norme IFRS 1.17, les réévaluations pratiquées antérieurement à la date de transition au référentiel IFRS ont été considérées comme coût présumé à la date de réévaluation, car cette dernière était globalement comparable à sa juste valeur.

Les immobilisations corporelles sont reconnues en utilisant l'approche par composant. Selon celle-ci, chaque composant d'une immobilisation corporelle, ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et une durée d'utilité différente des autres composants, doit être amorti séparément.

Les coûts ultérieurs ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs sauf s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à ces derniers iront au Groupe S.B.M. et qu'ils puissent être évalués de façon fiable. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont constatés dans le résultat au cours de la période où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunts relatifs au financement d'immobilisations corporelles sont capitalisés dans le coût d'acquisition des immobilisations corporelles pour la part encourue au cours de la période de construction.

Durées d'amortissement

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité suivantes :

- constructions : 17 à 50 ans ;
- installations techniques et matériels : 3 à 15 ans ;
- autres immobilisations : 3 à 10 ans.

Les biens désignés au paragraphe ci-après « Régime juridique de certains biens immobiliers » sont normalement amortis sur leur durée d'utilité et non sur la durée de la concession.

Dépréciation des éléments d'actifs

Conformément à la norme IAS 36, lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, et au moins une fois par an, le Groupe S.B.M. procède à l'examen de la valeur recouvrable de cette immobilisation ou du groupe d'actifs auquel elle appartient. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de cette immobilisation ou du groupe d'actifs auquel elle appartient.

La juste valeur diminuée des coûts de la vente correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par le Groupe S.B.M. dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché.

Une dépréciation de l'immobilisation corporelle est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'immobilisation est durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Régime juridique de certains biens immobiliers

La Société s'est vu concéder le Privilège exclusif d'exploiter les jeux sous les réserves, conditions et obligations d'un Cahier des Charges. Ce Privilège, concédé à l'origine pour une période de cinquante années à compter du 2 avril 1863, a fait l'objet de plusieurs reconductions, dont l'avant-dernière, intervenue le 17 mars 1987, a prévu certaines dispositions en matière de régime juridique de certains biens ayant un caractère immobilier.

Un nouveau Traité de Concession signé le 21 mars 2003 avec le Gouvernement Princier, renouvelant le Privilège jusqu'au 31 mars 2027, après approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 janvier 2003 et de l'Autorité concédante le 13 mars 2003, a repris des dispositions similaires, qui sont décrites ci-après.

Le Cahier des Charges prévoit qu'au terme de l'actuelle prorogation du privilège des jeux ou, en cas de reconductions ultérieures, au terme de la dernière d'entre elles, la Société remettra gratuitement à l'Autorité concédante, le Casino de Monte-Carlo avec ses terrasses et sa Place. Sur la base des actifs immobilisés au 30 septembre 2023, la valeur résiduelle estimative de ces biens à l'échéance de l'actuelle concession serait de l'ordre de 20,2 millions d'euros.

Il précise également qu'à l'échéance de l'actuelle prorogation du privilège des jeux ou d'une reconduction ultérieure, la Société s'engage à céder au Gouvernement Princier, à titre onéreux, les biens tels qu'inscrits sur la liste ci-après, dont l'Autorité concédante lui aura demandé la reprise :

- Café de Paris Monte-Carlo ;
- Sporting Monte-Carlo ;
- Hôtel de Paris et jardins ;
- Hôtel Hermitage.

Au cas où le Gouvernement Princier demanderait une telle reprise, ces biens seraient cédés à leur valeur vénale établie au jour de la demande précitée, le prix de cession étant fixé à dire d'expert en cas de désaccord des parties.

Le tableau de variation des immobilisations corporelles au 30 septembre 2023 se présente ainsi :

en milliers d'euros	Terrains	Constru- -ctions	Installations techniques et matériels	Autres immobili- -sations	Immobi- -lisations en cours et acomptes	Total
Valeurs brutes au 1er avril 2022	161 496	1 362 956	269 471	167 248	20 088	1 981 257
Acquisitions (1)		64 160	5 458	5 018	21 689	96 325
Cessions / sorties d'actifs		-14 079	-5 691	-663		-20 433
Reclassements		2 637	2 960	1 017	-6 705	-92
Entrées de périmètre et autres variations						
Valeurs brutes au 31 mars 2023	161 496	1 415 674	272 198	172 619	35 071	2 057 057
Amortissements / dépréciations au 1er avril 2022	38 141	644 666	194 831	112 084		989 721
Dotations aux amortissements	16	44 886	11 610	12 304		68 816
Cessions / sorties d'actifs		-14 081	-5 617	-621		-20 320
Entrées de périmètre et autres variations						
Amortissements / dépr. au 31 mars 2023	38 157	675 471	200 823	123 767		1 038 218
VALEURS NETTES au 31 mars 2023	123 339	740 202	71 374	48 852	35 071	1 018 839
Valeurs brutes au 1er avril 2023	161 496	1 415 674	272 198	172 619	35 071	2 057 057
Acquisitions (2)		6 319	4 057	3 851	31 069	45 295
Cessions / sorties d'actifs		-93	-649	-71		-813
Reclassements		1 885	355	790	-3 090	-60
Entrées de périmètre et autres variations						
Valeurs brutes au 30 septembre 2023	161 496	1 423 784	275 960	177 190	63 050	2 101 480
Amortissements / dépréciations au 1er avril 2023	38 157	675 471	200 823	123 767		1 038 218
Dotations aux amortissements	8	22 657	5 831	6 134		34 630
Cessions / sorties d'actifs		-92	-648	-62		-802
Entrées de périmètre et autres variations						
Amortissements / dépr. au 30 septembre 2023	38 165	698 037	206 006	129 839		1 072 047
VALEURS NETTES au 30 septembre 2023	123 331	725 748	69 954	47 351	63 050	1 029 434

(1) Les acquisitions de l'exercice 2022/2023 incluaient notamment l'achat d'espaces de bureaux dans l'immeuble Aigue-Marine pour un montant de 49,3 millions d'euros, immeuble où sont déjà regroupés les services du siège administratif du Groupe S.B.M., les travaux dans le cadre d'un projet de surévaluation de ce même immeuble, ainsi que la poursuite des travaux engagés en 2021/2022 concernant le Café de Paris pour un montant de 19,1 millions d'euros, et la poursuite des travaux de rénovation au Casino de Monte-Carlo.

(2) Les acquisitions du premier semestre de l'exercice 2023/2024 incluent notamment la poursuite des travaux concernant le Café de Paris, soit un montant de 23,5 millions d'euros, les travaux du nouveau restaurant Maona pour un montant de 4,1 millions d'euros et la poursuite des travaux de rénovation du Casino de Monte-Carlo.

NOTE 6 DROITS D'UTILISATION

PRINCIPE COMPTABLE

Lors de la conclusion d'un contrat de location d'un actif spécifiquement dédié, un droit d'usage de l'actif est comptabilisé en droit d'utilisation, correspondant aux paiements futurs actualisés. Cet actif est amorti sur la durée de vie du contrat.

Le tableau de variation des droits d'utilisation au 30 septembre 2023 se présente ainsi, par nature d'actif sous-jacent :

en milliers d'euros	Terrains	Constru- -ctions	Installations techniques et matériels	Autres immobili- -sations	Total
Valeurs brutes au 1er avril 2022		17 353	3 308	2 142	22 804
Nouveaux contrats de location		55	897	525	1 477
Fins et résiliations de contrats (2)		-10 436	-1 732	-1 092	-13 260
Entrées de périmètre et autres variations			-35		-35
Valeurs brutes au 31 mars 2023		6 971	2 439	1 575	10 985
Amortissement au 1er avril 2022		14 745	2 239	1 415	18 399
Dotations aux amortissements		1 486	874	283	2 643
Fins et résiliations de contrats		-10 436	-1 729	-889	-13 054
Entrées de périmètre et autres variations					
Amortissements / depr. au 31 mars 2023		5 795	1 384	809	7 988
VALEURS NETTES au 31 mars 2023		1 176	1 055	766	2 997
Valeurs brutes au 1er avril 2023		6 971	2 439	1 575	10 985
Nouveaux contrats de location (1)		3 933	774	403	5 110
Fins et résiliations de contrats			-271	-138	-409
Entrées de périmètre et autres variations			-32		-32
Valeurs brutes au 30 septembre 2023		10 905	2 910	1 839	15 654
Amortissement au 1er avril 2023		5 795	1 384	809	7 988
Dotations aux amortissements		766	437	196	1 398
Fins et résiliations de contrats			-119	-95	-214
Entrées de périmètre et autres variations					
Amortissements / depr. au 30 septembre 2023		6 561	1 702	910	9 173
VALEURS NETTES au 30 septembre 2023		4 344	1 208	929	6 482

(1) Les nouveaux contrats de location au 30 septembre 2023 concernent principalement le renouvellement de contrats de locations immobilières et de machines à sous.

(2) Les fins et résiliations de contrats au 31 mars 2023 concernaient principalement des locations immobilières, et en particulier le droit d'utilisation, amorti en totalité, relatif au bail du Sun Casino arrivé à échéance en juin 2022. Pour rappel, le Groupe S.B.M. avait indiqué sur l'exercice 2020/2021 son intention de fermer définitivement cet établissement.

L'échéancier des dettes de location relatives à ces contrats de location est présenté en note 13 – « Emprunt, passifs financiers et dettes de location ».

NOTE 7 PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE/ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

PRINCIPES COMPTABLES

Participations mises en équivalence

La méthode de la mise en équivalence est retenue dans les situations où le Groupe S.B.M. détiendrait une influence notable dans les sociétés associées. L'influence notable est présumée exister lorsque la Société détient, directement ou indirectement, 20 % ou davantage de droits de vote d'une entité, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas. L'existence d'une influence notable peut être mise en évidence par des critères tels que la participation au processus d'élaboration des politiques financières et opérationnelles, l'existence d'opérations significatives avec l'entité détenue, l'échange de personnels dirigeants, ou une représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction de l'entité détenue.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par ces entreprises, après prise en compte des ajustements liés à la valorisation des éléments à la date d'acquisition conformément à IFRS 3 révisé. La valeur des titres mis en équivalence inclut également les variations des transactions portant sur les intérêts minoritaires comptabilisés en capitaux propres dans les entreprises associées :

- opérations d'acquisitions de titres détenus par les minoritaires d'entreprises contrôlées par les entreprises associées : conformément à la norme IFRS 3 révisée, les prises de participation complémentaires dans des sociétés contrôlées sont considérées comme des transactions entre actionnaires et sont comptabilisées directement dans les capitaux propres ;
- changement d'estimation d'options de ventes accordées aux minoritaires d'entreprises contrôlées par les entreprises associées : lorsque l'entreprise associée accorde aux actionnaires minoritaires d'une filiale une option de vendre leur participation, dans les conditions prévues par la norme IAS 32-IAS 39, une dette financière est reconnue à hauteur de la valeur actualisée du prix d'exercice estimé. L'effet de la désactualisation est comptabilisé en résultat financier. L'effet des changements d'estimation du prix d'exercice est comptabilisé en capitaux propres conformément à IAS 28 révisé et selon les recommandations de l'AMF.

Comme décrit en note 5 – Immobilisations corporelles/Dépréciation des éléments d'actifs, et conformément à la norme IAS 36, lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, et au moins une fois par an, le Groupe S.B.M. procède à l'examen de la valeur recouvrable de cette immobilisation. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité d'une participation mise en équivalence est estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à partir d'un plan d'affaires sur trois ans, une extrapolation sur cinq ans et une valeur normative. Une comparaison des résultats de la méthode des flux de trésorerie actualisés peut également être effectuée avec une évaluation basée sur des multiples boursiers comparables. La juste valeur diminuée des coûts de la vente correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par le Groupe S.B.M. dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché.

Une dépréciation de la participation mise en équivalence est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'immobilisation est durablement inférieure à sa valeur nette comptable.

Actifs financiers non courants

Les prêts à long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'une dépréciation, comptabilisée en résultat, s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont comptabilisés à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres ou en résultat suivant l'option retenue titre par titre.

Suite à l'apport/cession de BEG, le Groupe S.B.M. détient 4,95 % des droits de vote et 10,39 % des droits économiques de FL Entertainment (voir note 2.3.1 - « Périmètre et méthode de consolidation »). Bien que le Groupe S.B.M. ait la possibilité de désigner un membre au Conseil d'Administration de FL Entertainment, ayant la qualité d'administrateur indépendant au sens de la réglementation néerlandaise, et cela tant qu'il détient au moins 8 % des intérêts économiques de FL Entertainment, le Groupe S.B.M. considère qu'il n'exerce pas d'influence notable. Cette position repose sur l'analyse des règles de gouvernance de FL Entertainment et notamment le fait que le Groupe S.B.M. ne dispose pas de la majorité de représentants au conseil d'administration (composé de 11 membres, dont 1 unique administrateur indépendant désigné par le Groupe S.B.M.) et n'est donc pas en mesure d'imposer seul les décisions requérant l'approbation préalable du conseil, qui relèvent pour partie des activités pertinentes de FL Entertainment. Les titres de FL Entertainment sont donc comptabilisés dans les comptes du Groupe S.B.M. comme des titres non consolidés.

Ces titres FL Entertainment, reçus dans le cadre de l'apport/cession de Betclic Everest Groupe pour un montant de 425 millions d'euros, soit 42,5 millions d'actions valorisées à 10 euros au 1^{er} juillet 2022 sont comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres.

Les autres actifs financiers comprennent notamment des placements financiers ayant une échéance supérieure à 12 mois.

Conformément à la norme IFRS 9 – « Instruments financiers », ces placements financiers sont comptabilisés en fonction de la qualification du placement financier et du modèle économique de gestion et des flux contractuels qui leur sont attachés.

Ainsi, les actifs financiers qui remplissent les critères ci-après sont évalués ultérieurement au coût amorti :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Ce critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose la société à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Les actifs financiers qui remplissent les critères ci-après sont évalués ultérieurement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global recyclables :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Ce critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose la société à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Par défaut, tous les autres actifs financiers sont évalués ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. Les variations de la valeur de marché sont présentées en autres produits et charges financières sous la rubrique « Variation de juste valeur des actifs financiers » du compte de résultat (voir note 24 – « Produits et charges financiers »).

La méthode de détermination de la juste valeur est décrite à la note 28 – « Juste valeur des actifs et passifs financiers ».

Le tableau de variation des participations mises en équivalence et actifs financiers non courants au 30 septembre 2023 se présente ainsi :

en milliers d'euros	Participations mises en équivalence	Prêts à long terme	Autres actifs financiers	Total Actifs financiers non courants
Valeurs brutes au 1er avril 2022	18 265	596	983	1 578
Acquisitions / Augmentations		26	621 165	621 190
Cessions / Diminutions	-34 547	-2		-2
Reclassements		-31		-31
Variation de valeur	16 282		-24 375	-24 375
Valeurs brutes au 31 mars 2023		589	597 772	598 361
Dépréciations au 1er avril 2022		474	678	1 152
Dotations / reprises de dépréciation		22	-29	-7
Dépréciations au 31 mars 2023		496	649	1 145
VALEURS NETTES au 31 mars 2023		92	597 123	597 216
Valeurs brutes au 1er avril 2023		589	597 772	598 361
Acquisitions / Augmentations			7 528	7 528
Cessions / Diminutions		-2		-2
Reclassements		-1	-39 812	-39 813
Variation de valeur			-25 912	-25 912
Valeurs brutes au 30 septembre 2023		585	539 577	540 162
Dépréciations au 1er avril 2023		496	649	1 145
Dotations / reprises de dépréciation			7	7
Dépréciations au 30 septembre 2023		496	656	1 152
VALEURS NETTES au 30 septembre 2023		89	538 922	539 010

La rubrique « Participations mises en équivalence » correspondait à la participation détenue dans Betclac Everest Group. Pour rappel, le Groupe S.B.M. a annoncé le 1^{er} juillet 2022 la réalisation le 30 juin 2022 de l'apport/cession de l'intégralité de la participation de 47,30 % qu'elle détenait dans la société Betclac Everest Group.

La rubrique « Autres actifs financiers » comprend essentiellement :

- les titres FL Entertainment reçus dans le cadre de l'apport/cession de Betclac Everest Group, soit 42,5 millions d'actions pour une valeur de 425 millions d'euros au 1^{er} juillet 2022. Ces titres ont été évalués à la juste valeur au 30 septembre 2023, soit une valeur de 376,1 millions d'euros sur la base du cours de bourse de l'action qui s'élève à 8,85 euros à cette même date contre une valeur au 31 mars 2023 de 403,7 millions d'euros. Le Groupe S.B.M., conformément à l'option retenue, a ainsi comptabilisé une variation de juste valeur par capitaux propres de 27,6 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice 2023/2024 ;
- le crédit-vendeur de 36,5 millions d'euros accordé lors de l'apport/cession de Betclac Everest Group, hors intérêts courus non échus ;
- des placements à long terme comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net pour un montant de 98,6 millions d'euros, leurs caractéristiques contractuelles ne remplissant pas les exigences de la norme IFRS 9, et un portefeuille d'obligations comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net pour un montant de 18,7 millions d'euros au 30 septembre 2023 ;
- un dépôt versé de 7 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition en cours au 30 septembre 2023 d'un établissement hôtelier à Courchevel ;

- les titres et les créances rattachées de la filiale S.B.M. USA Incorporated aux États-Unis pour une valeur brute de 641 milliers d'euros totalement dépréciée au 30 septembre 2023.

NOTE 8 STOCKS

PRINCIPE COMPTABLE

Les stocks de matières premières pour les restaurants et de fournitures sont évalués au plus bas du coût ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût correspond au prix de revient, calculé selon la méthode du prix moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour réaliser la vente.

en milliers d'euros	Stocks
Valeur brute au 31 mars 2023	17 001
Dépréciation au 31 mars 2023	128
VALEUR NETTE au 31 mars 2023	16 873
Valeur brute au 30 septembre 2023	16 423
Dépréciation au 30 septembre 2023	128
VALEUR NETTE au 30 septembre 2023	16 296

Les stocks sont essentiellement constitués de boissons – vins, alcools, etc. – conservées dans les caves des établissements.

NOTE 9 CLIENTS

PRINCIPE COMPTABLE

Les créances clients sont valorisées lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat en fonction des pertes de crédit attendues à maturité, sous la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ».

en milliers d'euros	Clients
Valeur brute au 31 mars 2023	80 157
Dépréciation au 31 mars 2023	64 452
VALEUR NETTE au 31 mars 2023	15 705
Valeur brute au 30 septembre 2023	106 570
Dépréciation au 30 septembre 2023	64 166
VALEUR NETTE au 30 septembre 2023	42 404

Les créances concernent essentiellement le secteur jeux.

Analyse par ancienneté

Créances à moins de 6 mois	60 689
Créances entre 6 et 12 mois	1 519
Créances à plus d'un an	44 362
TOTAL VALEUR BRUTE AU 30 SEPTEMBRE 2023	106 570

NOTE 10 AUTRES DEBITEURS

en milliers d'euros	Avances et acomptes versés (1)	Autres créances d'exploitation (2)	Créances diverses (3)	Charges constatées d'avance (4)	Total
Valeurs brutes au 31 mars 2023	3 122	10 254	3 556	8 284	25 217
Dépréciations au 31 mars 2023			288		288
VALEURS NETTES au 31 mars 2023	3 122	10 254	3 268	8 284	24 928
Valeurs brutes au 30 septembre 2023	2 869	12 081	12 330	7 570	34 851
Dépréciations au 30 septembre 2023			296		296
VALEURS NETTES au 30 septembre 2023	2 869	12 081	12 035	7 570	34 556

(1) Comprend notamment les avances versées aux fournisseurs.

(2) Comprend notamment les créances sociales et avances au personnel, ainsi que les créances fiscales en matière de TVA.

(3) Comprend notamment des créances relatives au projet de surélévation de l'immeuble Aigue-Marine à Fontvieille (pour un montant de 2,2 millions d'euros) pour lequel le Groupe S.B.M. assure le rôle de maître d'ouvrage délégué et des créances relatives au tournoi de tennis Rolex Monte-Carlo Masters.

(4) Comprend notamment les facturations de partenaires (associations culturelles, administration) réalisées sur des exercices civils et les assurances facturées en début d'exercice.

NOTE 11 AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

PRINCIPE COMPTABLE

Sont classés en autres actifs financiers courant les prêts à court terme, les disponibilités à terme dont l'échéance à la souscription est supérieure à 3 mois mais inférieure à 1 an et qui ne peuvent pas être classés en trésorerie et équivalent de trésorerie conformément à la norme IAS 7, ainsi que, le cas échéant, la part court terme des autres actifs financiers (voir note 7 « Participations mises en équivalence/actifs financiers non courants »).

en milliers d'euros	Prêts	Autres actifs financiers (2)	Juste valeur des instruments dérivés (1)	Total
Valeurs brutes au 31 mars 2023	25	109 850	485	110 359
Dépréciations au 31 mars 2023				
VALEURS NETTES au 31 mars 2023	25	109 850	485	110 359
Valeurs brutes au 30 septembre 2023	20	59 661		59 681
Dépréciations au 30 septembre 2023				
VALEURS NETTES au 30 septembre 2023	20	59 661		59 681

(1) Voir note 27 – « Instruments financiers et gestion des risques de marché ».

(2) Comprend la part court terme des autres actifs financiers et, au 31 mars 2023, les disponibilités à terme dont l'échéance à la souscription est supérieure à 3 mois mais inférieure à 1 an.

NOTE 12 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

PRINCIPE COMPTABLE

Les actifs de trésorerie et équivalents de trésorerie consistent en des disponibilités à vue et des disponibilités à terme avec une échéance de moins de 3 mois à la date de souscription. Lorsque des placements en équivalents de trésorerie sont réalisés, la règle est que ces placements doivent pouvoir être rendus immédiatement disponibles, avec un risque négligeable de changement de valeur. Ces placements sont alors évalués à leur valeur de marché et les variations de valeur sont enregistrées dans le compte de résultat sous la rubrique « Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie ».

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
V.M.P. ET DISPONIBILITES		
Valeurs mobilières de placement	49 084	57 872
Disponibilités à terme	112 000	205 000
Disponibilités à vue	97 813	146 004
TOTAL ACTIFS DE TRESORERIE	258 897	408 876
Banques créditrices		
TOTAL TRESORERIE	258 897	408 876
dont gain (perte) de juste valeur	205	308

NOTE 13 EMPRUNTS, PASSIFS FINANCIERS ET DETTES DE LOCATION

PRINCIPE COMPTABLE

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les paiements futurs actualisés des contrats de location d'actifs spécifiquement dédiés sont comptabilisés en dettes de location.

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
ANALYSE PAR CATEGORIES		
Emprunts auprès des établissements de crédit (3)	72 381	36 184
Titres de créances négociables à court terme (4)		
Dettes de location (2)	3 229	6 685
Autres dettes et dépôts (1)	25 957	28 072
Juste valeur des instruments dérivés		
Soldes créditeurs de banque		
TOTAL	101 567	70 941
ANALYSE PAR ECHEANCES DE REMBOURSEMENT		
Echéances à moins d'un an	82 879	52 960
Echéances à plus d'un an et moins de cinq ans	18 007	17 400
Echéances à plus de cinq ans	681	581
TOTAL	101 567	70 941

(1) Les autres dettes et dépôts sont principalement constitués des cautions reçues des locataires.

(2) Conformément à la norme IFRS 16 « Contrats de location », à la conclusion d'un contrat de location d'un actif spécifiquement dédié, un passif « dettes de location » est comptabilisé, correspondant aux paiements futurs actualisés, en contrepartie d'un droit d'utilisation (voir note 7 – « Droits d'utilisation »).

(3) Afin d'assurer le financement de ses différents projets, la Société a mis en place des lignes de crédits fin janvier 2017 (voir note 3.2 – « Financement des travaux de développement immobiliers ») pour un montant total de 230 millions d'euros, dont les tirages à l'initiative de l'emprunteur pouvaient s'échelonner jusqu'au 31 janvier 2019. Ces financements sont remboursés semestriellement, la première échéance étant intervenue le 30 juin 2020 et la dernière étant fixée au 31 janvier 2024. Au 30 septembre 2023, la dette relative à cet emprunt s'élève à 35,8 millions d'euros, la dernière échéance étant prévue en janvier 2024 pour ce même montant.

(4) Pour compléter ses moyens de financement à court terme, la Société a mis en place un programme d'émission de titres de créances négociables à court terme (NEU CP) en juillet 2019 pour un montant total maximum de 150 millions d'euros. Comme décrit en note 3.2 – « Financement des travaux de développement immobiliers », l'État Monégasque s'est engagé à souscrire, dans la limite d'un montant cumulé en principal de 120 millions d'euros, tout ou partie des titres de créances négociables que la Société émettrait dans le cadre de ce programme et qui ne trouveraient pas preneur sur le marché pour quelque raison que ce soit. Dans le cadre de ce programme et depuis sa mise en place, l'encours d'émission de titres a représenté jusqu'à 110 millions d'euros. Au 30 septembre 2023, la Société n'a pas plus de titres émis dans le cadre de ce programme qui reste néanmoins en place en cas de besoin.

Le Groupe S.B.M. dispose par ailleurs de facilités de découvert autorisé pour 15 millions d'euros, montant non utilisé en date du 30 septembre 2023.

L'état des lignes de crédits et découverts confirmés se présente comme suit au 30 septembre 2023 :

(en milliers d'euros)	Disponibles	Utilisés	Non utilisés
Ouverture de crédits à taux variables	35 800	35 800	
Découverts confirmés	15 000		15 000
TOTAL	50 800	35 800	15 000
ANALYSE PAR ECHEANCES DE REMBOURSEMENT			
Échéances à moins d'un an	50 800	35 800	15 000
Échéances à plus d'un an et moins de cinq ans			
Échéances à plus de cinq ans			

NOTE 14 AVANTAGES DU PERSONNEL

PRINCIPE COMPTABLE

Les avantages offerts par le Groupe S.B.M. à ses salariés et retraités (engagements au titre des retraites, indemnités de départ et médailles du travail, déterminés en fonction des conventions et accords collectifs applicables) sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 révisée « Avantages du personnel » (méthode des « unités de crédit projetées »).

Ces engagements ne sont pas financés par des actifs de régime.

Les paiements aux régimes de prestations à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont dus.

Les engagements du Groupe S.B.M. en matière de retraites et indemnités assimilées pour les régimes à prestations définies sont comptabilisés sur la base d'une évaluation actuarielle des droits potentiels acquis par les salariés et retraités, selon la méthode des unités de crédit projetées, et seraient diminués, le cas échéant, de l'évaluation des fonds disponibles.

Ces estimations, effectuées à chaque clôture, tiennent compte notamment d'hypothèses d'espérance de vie, de rotation des effectifs, d'évolution des salaires et d'une actualisation des sommes à verser.

Des écarts actuariels sont constatés à chaque estimation. Ceux-ci proviennent des changements d'hypothèses actuarielles et des écarts d'expérience. Ils sont suivis en capitaux propres et n'impactent pas le compte de résultat.

Sont en revanche comptabilisés sous la rubrique « charges de personnel » le coût des services rendus et la charge d'intérêt de la période.

Le tableau de variation du premier semestre de l'exercice relatif aux avantages du personnel se présente ainsi :

en milliers d'euros	31 mars 2023	Charge de la période	Versements	Ecart actuariels	30 septembre 2023
Indemnités de départ	26 833	1 222	-1 139	14	26 930
Engagements de retraite	6 890	125	-339	-361	6 315
Médailles du travail	149	8	-10	2	149
TOTAL	33 873	1 355	-1 488	-346	33 393

Les hypothèses actuarielles retenues au 30 septembre 2023 sont :

- âge moyen de départ à la retraite : 62 ans ;
- taux de revalorisation : salaires 2,8 % à 3,40 % suivant les catégories – rentes 2,5 % ;
- probabilité de présence dans la société au terme : taux de rotation du personnel par statut :
 - taux d'actualisation : taux déterminé sur la base d'un indice IBoxx correspondant au taux d'obligation d'entreprise privée de la zone euro de notation AA et de maturité 10 ans et plus (4,06 %),
 - tables d'espérance de vie : THTF0002 pour les indemnités de départ – TGF05 pour les engagements de retraite.

L'évolution de l'engagement actuariel se décompose comme suit :

en milliers d'euros	1er semestre 2023/2024
ENGAGEMENT ACTUARIEL A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE (COMPTABILISE AU BILAN)	33 873
Coût des services rendus	742
Charge d'intérêt	613
Prestations versées	-1 488
(Gains) / Pertes actuariels reconnus sur l'exercice	-346
ENGAGEMENT ACTUARIEL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (COMPTABILISE AU BILAN)	33 393
Solde des écarts actuariels reconnus en capitaux propres à l'ouverture	14 794
(Gains) / Pertes actuariels reconnus sur l'exercice en capitaux propres	-346
Solde des écarts actuariels reconnus en capitaux propres à la clôture	14 448

La charge de l'exercice est constituée des éléments suivants :

en milliers d'euros	1er semestre 2023/2024
Coût des services rendus	742
Charge d'intérêt	613
CHARGE DE L'EXERCICE	1 355

ANALYSE DE LA SENSIBILITE DE LA PROVISION AUX VARIATIONS DE TAUX D'ACTUALISATION

en milliers d'euros	30 septembre 2023
ENGAGEMENT ACTUARIEL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	33 393
ENGAGEMENT ACTUARIEL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE avec taux d'actualisation minoré de 0,5 %	34 833
Ecart	1 440
% de variation	4%
ENGAGEMENT ACTUARIEL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE avec taux d'actualisation majoré de 0,5 %	32 051
Ecart	-1 342
% de variation	-4%

ANALYSE DE LA CONSTITUTION DES ECARTS ACTUARIELS

en milliers d'euros	30 septembre 2023
(Gains) / Pertes actuariels générés sur l'exercice	-346
dont (Gains) / Pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques	911
dont (Gains) / Pertes actuariels liés aux hypothèses financières	-1 257

NOTE 15 PROVISIONS

PRINCIPE COMPTABLE

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe S.B.M. a une obligation actuelle, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

La distinction non courant/courant est appliquée suivant que l'échéance du déboucement attendu est supérieure ou inférieure à un an.

La variation du poste des provisions au cours du premier semestre de l'exercice 2023/2024 est constituée des éléments suivants :

en milliers d'euros	31 mars 2023	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Reclassement et autres variations	30 septembre 2023
Litiges	2 936	268	-50	-50		3 104
Autres risques	4 533	789	-876	-45		4 401
Charges	44					44
TOTAL	7 513	1 057	-926	-95		7 549
dont provisions à caractère courant	4 037	371	-81	-50	44	4 323
dont provisions à caractère non courant	3 476	686	-846	-45	-44	3 227

Les provisions pour litiges sont notamment composées de litiges avec le personnel.

Les provisions pour autres risques au 30 septembre 2023 concernent notamment les risques d'indemnisation chômage à verser.

Comme décrit au chapitre 2.1.3.1 – « Risque de blanchissement » du Document d'enregistrement universel du Groupe S.B.M. au 31 mars 2023, le Groupe S.B.M. est soumis aux contrôles réguliers de l'Autorité Monégasque de Sécurité Financière (AMSF), cellule nationale de renseignement financier qui a succédé au Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN). Un contrôle a démarré sur le premier semestre de l'exercice 2023/2024. Les conclusions de ce contrôle sont attendus dans les prochains mois.

NOTE 16 AUTRES PASSIFS A CARACTERE NON COURANT

PRINCIPE COMPTABLE

Les subventions accordées au Groupe S.B.M. pour le financement d'investissements sont classées au passif du bilan sous la rubrique « Autres passifs à caractère non courant ». Elles sont réintégrées en résultat au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
Produits constatés d'avance à plus d'un an	135 534	145 121
Subvention d'investissement	4 258	4 183
TOTAL	139 792	149 304

La rubrique « Produits constatés d'avance à plus d'un an » est constituée de la part à plus d'un an des loyers, des indemnités de droits au bail et d'autres produits perçus d'avance par le Groupe S.B.M., et notamment des droits au bail perçus au titre des baux consentis dans le cadre des projets immobiliers de rénovation de l'Hôtel de Paris et de développement du complexe immobilier du One Monte-Carlo. Est également incluse dans cette rubrique la part à plus d'un an des droits aux baux perçus dans le cadre du projet Café de Paris, dont le produit sera repris en résultat de façon linéaire sur la durée des baux à compter de la mise en service du projet.

L'augmentation des produits constatés d'avance au cours du premier semestre résulte principalement de la part à plus d'un an des droits au bail encaissés dans le cadre du projet Café de Paris, partiellement compensé par le transfert en « Autres créiteurs » des droits au bail qui seront repris en résultat au cours des 12 prochains mois.

Par ailleurs, dans le cadre de la rénovation de la Salle Garnier de l'Opéra de Monte-Carlo, achevée en septembre 2005 pour un montant de 26 126 milliers d'euros, le Groupe S.B.M. a perçu du Gouvernement Princier une participation au financement sous forme de subvention d'investissements, pour un montant total de 17 535 milliers d'euros. La réintégration en résultat de cette subvention intervenant au même rythme que l'amortissement pour dépréciation des biens qu'elle sert à financer, un produit de 75 milliers d'euros a été comptabilisé en résultat au cours du premier semestre de l'exercice 2023/2024.

Le solde de la subvention à reprendre au cours des exercices à venir, soit 4 333 milliers d'euros, se décompose en :

- 150 milliers d'euros à reprendre sur les douze prochains mois, présentés dans la rubrique « Autres créditeurs – compte de régularisation » ;
- 4 183 milliers d'euros à reprendre au cours des exercices 2024/2025 et suivants (rubrique « Autres passifs à caractère non courant »).

NOTE 17 FOURNISSEURS

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
Dettes fournisseurs	13 031	16 151
Factures non parvenues	19 601	30 250
TOTAL	32 632	46 402

L'augmentation des dettes fournisseurs s'explique principalement par le niveau d'activité enregistré au cours de la saison estivale.

NOTE 18 PASSIFS SUR CONTRATS

Conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », les dettes au titre du programme de fidélité, les avances et acomptes des clients du secteur hôtelier ainsi que la dette relative aux jackpots progressifs des appareils automatiques sont comptabilisés en « Passifs sur contrats ».

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
Avances et acomptes clients	35 415	21 688
Programmes de fidélité	1 337	2 582
Autres passifs sur contrats	1 194	1 329
TOTAL	37 947	25 598

NOTE 19 AUTRES CREDITEURS

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
Dépôts reçus (1)	23 580	24 725
Dettes fiscales et sociales (2)	109 125	120 745
Autres dettes d'exploitation	7 015	9 443
Dettes sur immobilisations (3)	9 373	13 238
Autres dettes (4)	4 325	37 555
Comptes de régularisation (5)	39 015	44 169
TOTAL	192 434	249 876

- (1) Les dépôts reçus au 30 septembre 2023 concernent principalement les dépôts effectués par les clients jeux.
- (2) La variation des dettes fiscales et sociales au 30 septembre 2023 s'explique principalement une augmentation de la dette sociale relative à l'intéressement des salariés aux résultats du Groupe S.B.M., la dette au 30 septembre 2023 correspondant à la dette relative à l'intéressement de l'exercice 2022/2023 versé au mois d'octobre et la dette relative à l'intéressement estimée au titre du premier semestre de l'exercice 2023/2024. L'augmentation de la dette fiscale et sociale au 30 septembre 2023 s'explique également par la dette relative au 13^{ème} mois versé sur le deuxième semestre de l'exercice.
- (3) L'augmentation des dettes sur immobilisations au 30 septembre 2023 s'explique principalement par le projet en cours au Café de Paris.
- (4) La variation des autres dettes au 30 septembre 2023 s'explique principalement par la constatation de la dette au titre des dividendes à verser, tel que décidé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 27 septembre par la résolution d'affectation des résultats pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Ces dividendes ont été mis en paiement en octobre 2023.
- (5) Les comptes de régulation au 30 septembre 2023 concernent principalement la part à moins d'un an des loyers, des indemnités de droits au bail et d'autres produits perçus d'avance par le Groupe S.B.M. L'augmentation par rapport au 31 mars 2023 s'explique principalement par la part à moins d'un an des droits aux baux perçus dans le cadre du projet Café de Paris.

Notes sur le compte de résultat consolidé

NOTE 20 PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

PRINCIPE COMPTABLE

À l'exception du chiffre d'affaires du secteur locatif, l'ensemble du chiffre d'affaires du Groupe S.B.M. entre dans le champ de la norme IFRS 15 « Produit des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ». Ainsi, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lors du transfert du contrôle du bien et/ou service au client, soit en continu, soit à une date donnée. Les avantages attribués au client sont considérés comme des obligations de performance satisfaites au moment de la consommation par le client desdits avantages. En conséquence, le chiffre d'affaires afférent est différé et reconnu en chiffre d'affaires au rythme de la consommation.

Le chiffre d'affaires est évalué au montant de la contrepartie reçue ou à recevoir en échange de la fourniture du bien ou du service fourni au client, nette des remises commerciales ou rabais et des taxes relatives aux ventes.

Pour ce qui concerne le secteur des jeux, le chiffre d'affaires est constitué du montant net des recettes de jeux de table et des appareils automatiques, augmenté de la recette des cartes d'entrées dans les salons, des commissions de change et du chiffre d'affaires relatif à l'exploitation de la restauration au sein des casinos. Les redevances sur la recette brute des jeux sont inscrites sur la rubrique « Impôts, taxes et versements assimilés ».

Le chiffre d'affaires du secteur hôtelier correspond aux recettes hors taxes et, le cas échéant, hors service réparti au personnel.

Conformément à IFRS 16 « Contrats de location », le chiffre d'affaires du secteur locatif est comptabilisé en produits de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITE			
Secteur jeux	215 382	131 324	127 758
Secteur hôtelier	325 127	235 450	249 410
Secteur locatif	124 805	62 787	64 892
Autres	12 700	9 818	10 169
Cessions internes	-11 027	-7 033	-6 662
TOTAL	666 987	432 346	445 566

NOTE 21 CHARGES DE PERSONNEL

PRINCIPE COMPTABLE

Les frais de personnel sont présentés hors service pour le personnel du secteur hôtelier rémunéré à la masse, et déduction faite des pourboires collectés auprès de la clientèle pour le secteur jeux.

Les principes comptables relatifs aux avantages du personnel sont décrits en note 14.

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
CHARGES DE PERSONNEL			
Salaires et traitements	207 002	110 833	109 908
Charges sociales et autres charges assimilées	83 427	44 816	57 399
Avantages du personnel	2 359	1 179	1 355
TOTAL	292 788	156 828	168 662

Les charges de personnel du premier semestre de l'exercice 2023/2024 sont en augmentation de 11,8 millions d'euros par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cette augmentation se décompose comme suit :

- augmentation des frais de personnel du secteur jeux de 0,4 million d'euros, les augmentations structurelles des salaires étant partiellement compensées par une diminution des éléments variables de rémunération plus faible du fait de la baisse de l'activité ;
- augmentation des frais de personnel du secteur hôtelier de 8,6 millions d'euros, qui s'explique par une augmentation des effectifs saisonniers pour faire face à l'activité, par la hausse des charges sociales des personnels rémunérés au service et par l'indexation des salaires sur l'inflation ;
- augmentation des frais de personnel du secteur locatif de 0,2 million d'euros ;
- augmentation des autres frais de personnel de 2,6 millions d'euros, avec notamment l'indexation des salaires sur l'inflation et la restructuration et le renforcement du comité exécutif du Groupe S.B.M.

Le poste des avantages du personnel correspond à la charge de l'exercice au titre des avantages au personnel présentés en note 14.

NOTE 22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
COUT NET DEPRECIATION DE L'ACTIF COURANT			
Pertes sur créances irrécouvrables	-16 309	-258	-58
Reprises de provisions antérieurement constituées	20 680	406	2 040
Provisions pour dépréciation constatées sur la période	-5 024	-7 630	-3 194
TOTAL COUT NET DEPRECIATION DE L'ACTIF COURANT (1)	-653	-7 482	-1 212
RESULTAT SUR CESSIONS ET SORTIES D'ACTIFS CORP. & INCORPORELS			
Produits de cession	221	76	48
Valeurs nettes des cessions et sorties d'actifs	-320	-283	-207
RESULTAT SUR SORTIES D'ACTIFS CORPORELS & INCORPORELS	-99	-207	-159
QUOTE-PART SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE EN RESULTAT	150	75	75
AUTRES PRODUITS	7 802	765	545
AUTRES CHARGES	-5 305	-2 450	-3 050
TOTAL AUTRES PRODUITS/CHARGES OPERATIONNELS	1 894	-9 299	-3 801

(1) Le coût net dépréciation de l'actif courant concerne essentiellement le secteur jeux.

NOTE 23 RESULTAT OPERATIONNEL

La notion de résultat opérationnel par secteur est déterminée sur la base du chiffre d'affaires du secteur, déduction faite des charges et amortissements directement imputables.

La nature des frais centraux non affectés aux secteurs opérationnels est précisée en note 29 – « Informations sectorielles ».

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITE			
Secteur jeux	10 808	11 098	16 288
Secteur hôtelier	20 182	52 823	52 756
Secteur locatif	91 284	46 336	47 224
Autres (dont frais centraux non affectés aux secteurs opérationnels)	-50 099	-18 341	-27 196
TOTAL	72 175	91 917	89 073

NOTE 24 PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
Produits perçus (1)	1 561	6	3 928
Variation juste valeur des valeurs mobilières de placement	205		103
TOTAL PRODUITS DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS	1 766	6	4 031
Charges et intérêts	-4 956	-2 566	-1 033
Variation juste valeur des instruments dérivés de taux			
TOTAL COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	-4 956	-2 566	-1 033
Différences de change	-254	-34	-45
Résultat sur dérivés de change			
Variation juste valeur des instruments dérivés de change			
Plus-values de cession actifs financiers disponibles à la vente			
Dividendes perçus (2)			15 300
Variation juste valeur des actifs financiers (3)	-3 078	0	1 713
Autres (4)	1 385	339	2 475
TOTAL AUTRES PRODUITS/CHARGES FINANCIERS	-1 947	305	19 443

(1) Correspond aux produits perçus sur les placements effectués (dépôts à terme).

(2) Correspond aux dividendes reçus de FL Entertainment.

(3) Voir note 7 – « Participations mises en équivalence/Actifs financiers non courants ».

(4) Correspond principalement aux produits perçus sur les autres actifs financiers (voir note 7).

NOTE 25 CHARGE D'IMPOTS

La Société réalisant moins de 25 % de son chiffre d'affaires en dehors de la Principauté de Monaco, il n'est pas constaté d'impôt courant sur le résultat, à l'exception de celui afférent aux activités exercées sur le territoire français. De ce fait, il n'y a pas d'impôt différé pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Autres notes complémentaires aux états financiers consolidés

NOTE 26 EFFECTIFS

Les effectifs moyens des sociétés consolidées s'établissent comme suit :

	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
Cadres	723	720	781
Agents de maîtrise et Employés	3 443	3 777	3 940
TOTAL	4 166	4 497	4 721

L'augmentation des effectifs par rapport à la même période de l'exercice précédent s'explique principalement par un recrutement tardif des saisonniers pour la saison estivale 2022/2023.

NOTE 27 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

PRINCIPE COMPTABLE

Le Groupe S.B.M. peut utiliser des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation de cours de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur et toutes les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période au cours de laquelle elles interviennent, et présentées au bilan sous les rubriques « Autres actifs financiers courants » ou « Passifs financiers courants ».

Les instruments dérivés qui seraient qualifiés d'instruments de couverture au sens comptable et documentés comme tels au regard de la norme IFRS 9 sont comptabilisés conformément aux critères de la comptabilité de couverture. En particulier, les couvertures de flux de trésorerie (cash-flow hedge) sont réévaluées à la juste valeur au bilan et rapportées au résultat lorsque les flux de trésorerie attendus couverts influent sur ce dernier.

Pour les autres instruments dérivés, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat de la période.

INSTRUMENTS DE TAUX

Comme indiqué en note 3, le contrat des crédits signé en janvier 2017 prévoyait la mise en place de contrats de couverture portant sur un minimum de 66,67 % du montant de l'Encours des Crédits pour une durée de 3 ans minimum.

À fin mars 2019, quatre instruments de taux avaient été signés, permettant de limiter le coût de la dette et les fluctuations provenant de la volatilité des taux d'intérêt. Ces instruments, portant sur un montant notionnel initial total de 170 millions d'euros, sont des swaps du taux Euribor 3 mois contre un taux fixe annuel compris entre 0,168 % et 0,19 % suivant les contrats. Ces instruments de taux sont arrivés à échéance au 30 juin 2023.

Conformément à la comptabilité de couverture définie par IFRS 9 et selon cette qualification donnée après documentation de la relation de couverture mise en place par la Société sur les 4 contrats de swap, la juste valeur des contrats, qui s'établissait à + 485 milliers d'euros au 31 mars 2023, a été extournée en autres éléments du résultat global compte tenu de l'échéance de ces contrats.

RISQUE DE LIQUIDITE

Comme indiqué au chapitre 2 – « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document, le risque de liquidité correspond au risque pour le Groupe S.B.M. de ne pas pouvoir faire face à ses engagements monétaires avec ses ressources financières afin d'assurer la continuité de son activité. Ce risque comprend également celui de ne plus pouvoir avoir accès à des financements nécessaires à la poursuite de son activité.

Le Groupe S.B.M. considère ne pas être exposé au risque de liquidité à la date d'arrêté des comptes semestriels. Le Groupe S.B.M. dispose en effet au 30 septembre 2023 des actifs de trésorerie et des actifs financiers suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 408,9 millions d'euros, incluant notamment des dépôts à terme dont l'échéance à la souscription est inférieure à 3 mois pour un montant de 205 millions d'euros (voir note 12 – « Trésorerie et Équivalents de trésorerie ») ;
- des placements dans un portefeuille obligataire classé en actif financier non courant pour un montant de 18,7 millions d'euros (voir note 7 – « Participations mises en équivalence/Actifs financiers non courants ») ;
- d'autres placements classés en actifs financiers courants ou non courants suivant la nature et la maturité desdits placements pour un montant total de 158,3 millions d'euros (voir note 11 – « Autres actifs financiers courants » et note 7 – « Participations mises en équivalence/Actifs financiers non courants »).

Ainsi, au 30 septembre 2023, le Groupe S.B.M. est en situation de trésorerie nette positive de 372,7 millions d'euros, la trésorerie nette correspondant à la différence entre la trésorerie à la clôture de la période augmentée des dépôts à terme dont l'échéance est comprise entre 3 et 6 mois à la date de souscription comptabilisés en autres actifs financiers courants et les dettes relatives aux emprunts auprès des établissements de crédit et aux émissions de titres de créances négociables à court terme (NEU CP) :

- valeurs mobilières de placement : 57,9 millions d'euros ;
- disponibilités à terme : 205 millions d'euros ;
- disponibilités à vue : 146 millions d'euros ;
- dettes relatives aux emprunts auprès des établissements de crédit : 36,2 millions d'euros.

Le Groupe S.B.M. dispose également de découverts confirmés pour un montant de 15 millions d'euros et d'un programme d'émission de titres de créances négociables à court terme (NEU CP) émis en juillet 2019 pour un montant total maximum de 150 millions d'euros, non utilisé au 30 septembre 2023. L'État Monégasque s'est engagé à souscrire, dans la limite d'un montant cumulé en principal de 120 millions d'euros, tout ou partie des titres de créances négociables que la Société émettrait dans le cadre de ce programme et qui ne trouveraient pas preneur sur le marché pour quelque raison que ce soit.

RISQUE DE CONTREPARTIE

Les instruments financiers susceptibles de se traduire par un risque de contrepartie sont principalement les disponibilités, les dépôts à terme, les placements classés en actif financiers courants ou non courants suivant la nature et la maturité desdits placements ainsi que les instruments de couverture mis en place par le Groupe S.B.M. Ces actifs sont placés auprès d'établissements financiers de premier plan avec pour objectif de fragmenter l'exposition à ces contreparties. Ces stratégies sont décidées et suivies par la Direction Administrative et Financière du Groupe S.B.M., qui assure un suivi régulier des notations de ces principales contreparties.

NOTE 28 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

PRINCIPE COMPTABLE

Selon la norme IFRS 7, les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur doivent être classés selon une hiérarchie en trois niveaux ;

- niveau 1 : instrument coté sur un marché actif ;
- niveau 2 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : instrument évalué à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

Le tableau d'analyse des instruments financiers comptabilisés en juste valeur au bilan par niveau de hiérarchie se présente ainsi :

en milliers d'euros	Catégorie IFRS 9	Niveau 1 et disponibilités	Niveau 2	Niveau 3	Total juste valeur
30 septembre 2023					
Titres FL Entertainment	Juste valeur par OCI	376 125			376 125
Autres actifs financiers au coût amorti	Coût amorti		45 476		45 476
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat		176 982		176 982
Prêts	Coût amorti		109		109
Instruments dérivés	Juste valeur par OCI				
Actifs financiers	Notes 7, 11 & 27	376 125	222 567		598 692
Valeur mobilières de placement	Juste valeur par résultat	57 872			57 872
Disponibilités à terme	Coût amorti	205 000			205 000
Disponibilités à vue	Coût amorti	146 004			146 004
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Note 12	408 876			408 876
Emprunts auprès des établissements de crédit	Coût amorti		36 184		36 184
Autres passifs financiers	Coût amorti		28 072		28 072
Passifs financiers	Note 13		64 256		64 256
31 mars 2023					
Titres FL Entertainment	Juste valeur par OCI	403 750			403 750
Autres actifs financiers au coût amorti	Coût amorti		127 984		127 984
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat		175 239		175 239
Prêts	Coût amorti		117		117
Instruments dérivés	Juste valeur par OCI		485		485
Actifs financiers	Notes 7, 11 & 27	403 750	303 825		707 575
Valeur mobilières de placement	Juste valeur par résultat	49 084			49 084
Disponibilités à terme	Coût amorti	112 000			112 000
Disponibilités à vue	Coût amorti	97 813			97 813
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Note 12	258 897			258 897
Emprunts auprès des établissements de crédit	Coût amorti		72 381		72 381
Autres passifs financiers	Coût amorti		25 957		25 957
Passifs financiers	Note 13		98 338		98 338

NOTE 29 INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information sectorielle est présentée par secteur d'activité, et il n'est pas établi de segmentation géographique, le Groupe S.B.M. opérant uniquement en Principauté de Monaco et sur les communes limitrophes du territoire français.

Le Groupe S.B.M. a identifié quatre secteurs d'activité :

- le secteur jeux qui regroupe l'exploitation des jeux de table (jeux européens et jeux américains) et des appareils automatiques, au Casino de Monte-Carlo et au Casino Café de Paris. Ces établissements sont situés en Principauté de Monaco. L'exploitation de la restauration au sein des casinos est également rattachée au secteur jeux ;
- le secteur hôtelier qui comprend l'ensemble des activités d'hébergement et de restauration, les prestations thermales et balnéaires, ainsi que toutes les prestations hôtelières annexes, délivrées dans les établissements suivants : Hôtel de Paris, Hôtel Hermitage, Monte-Carlo Bay Hotel & Resort, Café de Paris Monte-Carlo, Sporting Monte-Carlo, Thermes Marins Monte-Carlo, Le Méridien Beach Plaza, et Monte-Carlo Beach, tous ces établissements étant situés en Principauté de Monaco à l'exception du dernier, situé en territoire français ;
- le secteur locatif qui regroupe les activités de location de boutiques, vitrines et espaces de bureaux, les locations des Villas du Sporting et de la Vigie, ainsi que les activités des résidences du Sporting, du Balmoral et du One Monte-Carlo ;
- le secteur autres activités qui comprend notamment l'exploitation du drugstore dans la galerie du Café de Paris et de la boutique située Place du Casino, ainsi que des prestations de services et des redevances de licences de marques.

Les charges communes ou non directement imputables à l'un de ces quatre secteurs sont présentées sous la rubrique « Résultats non répartis ». Il s'agit à la fois d'éléments :

- à caractère courant comme les dépenses de siège ou les dépenses occasionnées par des projets d'entreprise non immobilisables ;
- à caractère non courant comme les dépenses de contentieux ou d'affaires sociales, les mises au rebut d'actifs immobilisés, les plans de départs du personnel, etc.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES PAR SECTEUR

en milliers d'euros		Secteur jeux	Secteur hôtelier	Secteur locatif	Secteur Autres activités	Total
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES						
1er semestre 2022/2023	Produits avant éliminations intra-groupe	131 324	235 450	62 787	9 818	439 379
	Opérations intra-groupe	-1 704	-5 328		-1	-7 033
	Produits des activités ordinaires	129 620	230 122	62 787	9 817	432 346
1er semestre 2023/2024	Produits avant éliminations intra-groupe	127 758	249 410	64 892	10 169	452 228
	Opérations intra-groupe	-1 852	-4 810			-6 662
	Produits des activités ordinaires	125 906	244 599	64 892	10 168	445 566
variation n/n-1	montant	-3 714	14 478	2 105	351	13 220

RESULTAT OPERATIONNEL PAR SECTEUR

La notion de résultat opérationnel par secteur est déterminée sur la base du chiffre d'affaires du secteur déduction faite des charges opérationnelles courantes directement imputables. Les charges communes ou non directement imputables sont présentées sous la rubrique « Résultats non répartis ».

en milliers d'euros		Secteur jeux	Secteur hôtelier	Secteur locatif	Secteur Autres activités	Résultats non répartis	Total
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT AMORTISSEMENTS							
1er semestre 2022/2023		14 219	71 521	57 093	5 198	-19 717	128 313
1er semestre 2023/2024		19 502	71 317	57 719	4 917	-27 449	126 006
variation n/n-1	montant	5 284	-204	626	-281	-7 732	-2 307
AMORTISSEMENTS							
1er semestre 2022/2023		-3 120	-18 698	-10 757	-1 185	-2 636	-36 396
1er semestre 2023/2024		-3 214	-18 561	-10 495	-1 155	-3 508	-36 933
variation n/n-1	montant	-94	137	262	30	-872	-537
RESULTAT OPERATIONNEL							
1er semestre 2022/2023		11 098	52 823	46 336	4 012	-22 353	91 917
1er semestre 2023/2024		16 288	52 756	47 224	3 762	-30 957	89 073
variation n/n-1	montant	5 190	-67	888	-251	-8 604	-2 844

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES PAR SECTEUR

en milliers d'euros	Secteur jeux	Secteur hôtelier	Secteur locatif	Secteur Autres activités	Services communs	Total
IMMOBILISATIONS NETTES CORPORELLES & INCORPORELLES						
au 31 mars 2023	46 036	468 616	393 713	26 646	93 654	1 028 665
au 30 septembre 2023	47 262	488 386	385 556	25 676	92 717	1 039 598
variation de l'exercice	1 226	19 770	-8 158	-970	-936	10 933
INVESTISSEMENTS						
Exercice 2022/2023	5 500	29 582	8 967	1 018	52 947	98 013
1er semestre 2023/2024	4 045	37 562	2 339	185	2 347	46 479

NOTE 30 RESULTAT PAR ACTION

	31 mars 2023	30 septembre 2022	30 septembre 2023
Nombre moyen pondéré d'actions	24 516 661	24 516 661	24 516 661
Résultat net consolidé par action (en euros)	36,56	37,48	4,55
Résultat net consolidé dilué par action (en euros)	36,56	37,48	4,55

NOTE 31 ANALYSE DES VARIATIONS DE BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

La décomposition des variations du besoin en fonds de roulement d'exploitation se présente comme suit :

En milliers d'euros	Exercice 2022/2023	1er semestre 2023/2024	
Variation de besoin en fonds de roulement			
Stocks	note 8	-2 989	577
Clients	note 9	9 033	-26 698
Fournisseurs	note 17	7 223	13 770
Autres créances et dettes	notes 10, 16, 18 & 19	15 321	11 395
Total	28 589	-957	

NOTE 32

PARTIES LIEES

Les informations relatives aux parties liées concernent les relations avec l'État Monégasque, qui détient 64,21 % du capital de la Société au 30 septembre 2023, les relations avec des sociétés dont les mandataires sociaux sont Administrateurs de la Société, les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux et les mandataires sociaux non dirigeants de ladite Société.

RELATIONS AVEC L'ÉTAT MONEGASQUE

Tel qu'indiqué en note 1 – « Informations générales », la Société s'est vu concéder par l'État le privilège exclusif d'exploiter les jeux sous les réserves, conditions et obligations d'un Cahier des Charges.

Ces obligations, contreparties du monopole concédé, sont définies par le contrat de concession et recouvrent notamment les domaines suivants :

- redevance annuelle sur les recettes brutes des jeux, soit 17 831 milliers d'euros pour le premier semestre de l'exercice 2023/2024. Conformément à l'avenant n° 5 au Cahier des Charges du 1^{er} avril 2022, approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 septembre 2022, le taux de redevance est resté fixé à 15 % sur l'exercice 2023/2024 et les remises sur les pertes des jeux des clients prises en charge dans les comptes sont venues diminuer les recettes brutes des jeux pour le calcul de l'assiette de ladite redevance ;
- contribution à l'animation artistique et culturelle de la Principauté de Monaco, avec notamment l'apport de son concours financier aux dépenses de la saison lyrique et de ballets, et du Printemps des Arts, représentant une charge de 5 238 milliers d'euros au titre du premier semestre de l'exercice 2023/2024 ;
- participation à l'animation sportive de la Principauté de Monaco, avec l'allocation de budgets à diverses associations sportives, dont l'Automobile Club de Monaco, représentant une charge totale de 610 milliers d'euros au titre du premier semestre de l'exercice 2023/2024 ;
- domaine immobilier de la Société avec les dispositions décrites dans la note 5 – « Immobilisations corporelles », paragraphe « Régime juridique de certains biens immobiliers » ;
- recrutement, formation et promotion de son personnel.

Par ailleurs, dans le cadre de la reprise du fonds de commerce de l'hôtel Méridien Beach Plaza, la Société Hôtelière du Larvotto, filiale à 98 % de la Société créée à cet effet, a succédé à une société du groupe Starman pour la durée résiduelle du contrat de location-gérance en vigueur avec le propriétaire, la Société Nationale de Financement.

Enfin, pour compléter ses moyens de financement à court terme, la Société a mis en place un programme d'émission de titres de créances négociables à court terme (NEU CP) en juillet 2019 pour un montant total maximum de 150 millions d'euros. Comme décrit en note 3.2 – « Financement des travaux de développement immobilier », l'État Monégasque s'est engagé à souscrire, dans la limite d'un montant cumulé en principal de 120 millions d'euros, tout ou partie des titres de créances négociables que la Société émettrait dans le cadre de ce programme et qui ne trouveraient pas preneur sur le marché pour quelque raison que ce soit.

Dans le cadre de ce programme et depuis sa mise en place, l'encours d'émission de titres a représenté jusqu'à 110 millions d'euros. Au 30 septembre 2023, la Société n'a plus de titres émis dans le cadre de ce programme qui reste néanmoins en place en cas de besoin.

RELATIONS AVEC DES SOCIETES LIEES

Il est entretenu des relations d'affaires courantes avec des sociétés dont les mandataires sociaux sont ou ont été Administrateurs de la Société des Bains de Mer au premier semestre de l'exercice 2023/2024, à savoir la Société Monégasque pour l'Exploitation du Tournoi de Tennis et la SARL Rainbow Wines.

Les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation.

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX ET ORGANES DE GESTION

La rémunération globale et les avantages de toute nature versés aux dirigeants mandataires sociaux et mandataires sociaux non dirigeants de la Société mère, provenant de la Société mère et de toutes les sociétés du Groupe S.B.M., se sont élevés à 1 662 milliers d'euros au cours du premier semestre de l'exercice 2023/2024 contre 1 296 milliers d'euros au titre de la même période de l'exercice précédent.

	30 septembre 2022	30 septembre 2023
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Rémunérations, avantages et indemnités de fonction	1 199	1 580
Tantièmes		
Jetons de présence	97	82
TOTAL	1 296	1 662

NOTE 33 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

en milliers d'euros	31 mars 2023	30 septembre 2023
ENGAGEMENTS DONNES		
Avals, cautions et garanties (1)	81 600	43 300
ENGAGEMENTS RECUS		
Actions déposées par les Administrateurs	157	157
Avals, cautions et garanties (2)	124 870	126 353
ENGAGEMENTS RECIPROQUES		
Commandes fermes d'investissement (3)	63 031	171 420
Autres commandes fermes (4)	27 638	29 560
Ouverture de crédit et découverts autorisés non utilisés	15 000	15 000
Autres engagements réciproques (5)	45 500	

- (1) Les garanties données découlent principalement des obligations relatives au contrat de crédits, qui sont décrites dans les paragraphes ci-après.
- (2) Les engagements reçus sont constitués principalement de l'engagement de l'État Monégasque dans le cadre du programme de titres de créances négociables à court terme. Cette garantie est également décrite dans le paragraphe ci-après.
- (3) Engagements passés dans le cadre des projets d'investissements. Ce montant inclut notamment l'engagement d'achat d'un établissement hôtelier à Courchevel (voir note 3.1 – « Acquisition d'un établissement hôtelier à Courchevel »).
- (4) Commandes d'achats de marchandises, matières premières, fournitures et services externes, passées auprès des fournisseurs.
- (5) Engagements relatifs au projet de Resort Intégré au Japon. Ces engagements réciproques sont décrits dans le paragraphe ci-après.

CONTRAT DE CREDITS

Comme décrit en note 3.2 – « Financement des travaux de développement immobilier », la Société a contracté fin janvier 2017 des lignes de crédits auprès d'un pool bancaire, pour un montant total de 230 millions d'euros, constituées de deux tranches A et B pour respectivement 86,8 millions d'euros et 143,2 millions d'euros. Au 30 septembre 2023, la dette relative à cet emprunt s'élève à 35,8 millions d'euros.

La tranche B est assortie d'une garantie constituée par l'octroi d'un mandat irrévocable d'hypothéquer les Villas du Sporting, dont la mise en place est intervenue le 12 octobre 2017. Cette garantie constitue au 30 septembre 2023 un engagement donné de 35,8 millions d'euros correspondant au montant restant à rembourser sur la tranche B.

ÉMISSION DE TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES A COURT TERME

Comme décrit en note 3.2 – « Financement des travaux de développement immobilier », pour compléter ses moyens de financement à court terme, la Société a mis en place un programme d'émission de titres de créances négociables à court terme (NEU CP) en juillet 2019 pour un montant total maximum de 150 millions d'euros. L'État Monégasque s'est engagé à souscrire, dans la limite d'un montant cumulé en principal de 120 millions d'euros, tout ou partie des titres de créances négociables que la Société émettrait dans le cadre de ce programme et qui ne trouveraient pas preneur sur le marché pour quelque raison que ce soit.

ENGAGEMENTS RECIPROQUES RELATIFS AU PROJET DE RESORT INTEGRE AU JAPON

En mars 2017, le Groupe S.B.M., par l'intermédiaire de sa filiale Monte-Carlo SBM International S.à.r.l., et le Groupe G.E.G. avaient annoncé la mise en place officielle d'un partenariat stratégique, comprenant notamment un travail commun sur le développement et l'exploitation de nouvelles activités, incluant des projets de Resorts Intégrés (« RI – Resort Intégré ») dans la région Asie-Pacifique. L'annonce de cet accord faisait suite à la prise de participation réalisée par le Groupe G.E.G. dans le capital de la Société en juillet 2015.

Les termes d'un Agrément avec le Groupe G.E.G. avaient été validés, avec pour projet de créer une joint-venture afin de participer ensemble à un consortium incluant plusieurs partenaires locaux, et prendre part au processus d'appel d'offres envisagé par les autorités politiques japonaises pour la création de Resorts Intégrés au Japon.

La joint-venture (la « JV Co ») formée par les deux Groupes devait être détenue majoritairement par le Groupe G.E.G. Les termes de cet Agrément stipulaient que le Groupe S.B.M. s'engageait, à hauteur d'un montant minimum de 50 millions de dollars US, le Groupe G.E.G. s'engageant à hauteur d'un montant minimum de 950 millions de dollars US. En contrepartie, le Groupe S.B.M. recevrait 5 % du capital et des intérêts de la JV Co, le Groupe G.E.G. détenant les 95 % restants. Le coût total du projet à terme pouvait représenter 10 milliards de dollars US, le Groupe S.B.M. ayant la possibilité d'augmenter par la suite sa participation dans la JV Co jusqu'à un engagement maximum de 350 millions de dollars US, ce qui aurait pu représenter à terme 10 % du capital de la JV Co. L'Agrément avait été signé en date du 1^{er} avril 2019, identifiant trois sites potentiels pour le développement de ce Resort Intégré au Japon.

Le projet n'ayant pu aboutir sur aucun des trois sites identifiés, le Groupe S.B.M. n'est plus engagé par cet Agrément.

DETAIL DES AUTRES ENGAGEMENTS ET GARANTIES DONNES ET REÇUS

Le contrat de location-gérance de l'hôtel Le Méridien Beach Plaza en vigueur avec le propriétaire comprend une clause d'indemnisation partielle de la Société Hôtelière du Larvotto en cas de rupture anticipée du bail ou en cas de non-renouvellement, correspondant à 45 % de 75 % de la valeur nette comptable des biens non amortis repris à Starman Bermuda (ancien gérant) et à 45 % de la valeur nette comptable des biens non amortis acquis par la Société Hôtelière du Larvotto.

Ont été consentis par ailleurs des baux emphytéotiques :

Tiers preneurs concernés	Début de bail	Fin de bail
Société d'Investissements du Centre Cardio-Thoracique de Monaco après prorogation	31 janvier 1985	25 février 2043
Société Civile Immobilière Belle Époque	30 octobre 1995	29 octobre 2035
Société Port View Limited avec promesse unilatérale d'extension du bail jusqu'au 30 septembre 2105	25 avril 1996	30 septembre 2094

NOTE 34 ÉCHEANCIER DES ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

La nature des principaux engagements ci-dessous est présentée en note 33.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

en milliers d'euros	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
PAIEMENTS DÛS PAR PERIODE Obligations d'achat irrévocables	199 241	1 578	161	200 980
TOTAL	199 241	1 578	161	200 980

AUTRES ENGAGEMENTS

en milliers d'euros	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
ENGAGEMENTS DONNES Garanties et cautions données	38 300	5 000		43 300
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	38 300	5 000		43 300
ENGAGEMENTS RECUS Garanties et cautions reçues	122 704	3 374	432	126 510
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	122 704	3 374	432	126 510
ENGAGEMENTS RECIPROQUES Ouverture de crédit et découverts confirmés non utilisés Autres engagements réciproques	15 000			15 000
TOTAL ENGAGEMENTS RECIPROQUES	15 000			15 000

Claude BOERI
74 boulevard d'Italie
98000 Principauté de Monaco

Stéphane GARINO
2 rue de la Lujerneta
98000 Principauté de Monaco

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

SOCIETE DES BAINS DE MER ET DU CERCLE DES ETRANGERS A MONACO

Société anonyme

Place du Casino Monte-Carlo

MC 98000 – Principauté de Monaco

Rapport de l'Auditeur contractuel et des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} avril 2023 au 30 septembre 2023

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société, relatifs à la période du 1^{er} avril 2023 au 30 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale 2410 de l'IAASB relative à l'examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur de l'entité.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes internationales d'audit. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Marseille et Monaco, le 28 novembre 2023

Les commissaires aux comptes

L'Auditeur contractuel

Claude BOERI

Stéphane GARINO

Deloitte & Associés

Hugues DESGRANGES

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Monaco, le 28 novembre 2023.

Le Président-Délégué
Stéphane Valeri

MONTE•CARLO
SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER

SOCIETE DES BAINS DE MER
ET DU CERCLE DES ETRANGERS A MONACO

www.montecarlosbm.com

ISIN : MC0000031187